

INFORMATIONS STATISTIQUES GENÈVE

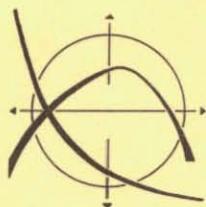
Mai 1974

AU SOMMAIRE

- Problèmes de l'économie genevoise
- Permanence et nouveauté du problème du logement

SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE

DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE



Parution :

Les Informations Statistiques Genève paraissent au début de chaque mois.

Conditions d'abonnement :

Prix d'abonnement annuel : F 25.—

Prix de vente au numéro : F 3.—

Rédaction, commandes et envoi :

Service cantonal de statistique Genève, 8, rue du 31-décembre

Tél. : (022) 36 14 00

Compte de chèques : 12 — 6310

Reproduction autorisée avec mention de la source.

INFORMATIONS STATISTIQUES GENÈVE

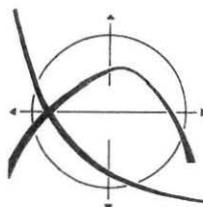
Mai 1974

AU SOMMAIRE

- Problèmes de l'économie genevoise
- Permanence et nouveauté du problème du logement

SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE

DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE



SOMMAIRE

Problèmes de l'économie genevoise	III
Permanence et nouveauté du problème du logement	VII
Résultats de la votation cantonale du 19 mai 1974	XXI
Résumé statistique	1

Statistiques du canton de Genève

Météorologie	5
Population	6
Main-d'œuvre	15
Eau et énergie	20
Construction et logement	22
Commerce	26
Transports et communications	27
Tourisme	36
Justice et police	38
Prix	39

Statistiques de la Confédération

Prix	41
Indicateurs économiques	48
Finances	50
Commerce extérieur	52
Production industrielle	54

Statistiques étrangères

Production	55
Main-d'œuvre	56
Prix	57
Finances	59
Commerce extérieur	60

Sources	62
----------------	----

Symboles et signes utilisés

Un zéro (0) signifie que la donnée est inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue.

Un tiret (—) à la place d'un nombre signifie que la donnée est nulle.

Un point (.) signifie qu'aucune donnée ne peut correspondre à la définition.

Un astérisque (*) signifie que la donnée est inconnue.

Les chiffres placés entre parenthèses sont des estimations.

Un trait horizontal placé entre deux données d'une série chronologique marque un changement dans la définition de cette dernière.

AELE désigne l'Association européenne de libre échange.

CEE désigne la Communauté économique européenne (Marché commun).

Remarque importante : les derniers chiffres mensuels ou annuels de toutes les séries publiées sont provisoires et par conséquent sujets à modification.

PROBLEMES DE L'ECONOMIE GENEVOISE

*Allocution de Monsieur le Conseiller d'Etat Henri SCHMITT
à l'assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève,
le mercredi 27 mars 1974*

Raymond Aron, dans le cadre de la conférence qu'il avait prononcée à Genève en 1969, formulait, quant à notre type de société, les considérations suivantes :

“La synthèse démocratico-libérale représente à notre époque et en Europe, dans les sociétés industriellement avancées, (j'insiste sur le dernier point, je ne traiterai pas des sociétés que nous appelons pudiquement sous-développées ou en voie de développement) l'expression la plus satisfaisante, ou la moins insatisfaisante de l'idéal libéral. Cette synthèse démocratico-libérale me paraît l'avoir emporté intellectuellement sur les versions actuellement connues des régimes qui se baptisent socialistes.”

Puis, abordant quelques idées qu'il avait émises dans son ouvrage intitulé “Les Désillusions du Progrès”, il soulignait combien la dénonciation des inégalités économiques ou sociales n'excluait pas en théorie le respect des libertés personnelles ou de notre conception de la citoyenneté bourgeoise. Il semblait, en effet, que nos sociétés de type occidental avaient trouvé un compromis acceptable en ce sens que la critique socialiste s'est estompée, les sociétés industriellement avancées lui ayant reconnu quelque légitimité, ne serait-ce qu'en adoptant certaines réformes que cette critique préconisait.

Cette absorption a pu se faire dans le cadre du régime politico-social que nous connaissons en Suisse et en Europe occidentale, d'autant plus facilement que la période de haute conjoncture a estompé les oppositions philosophiques quant à la structure même de la société, mais a peut-être par trop masqué à nos yeux les problèmes essentiels qui subsistent sur le plan moral, philosophique, social, par une fuite vers la prospérité et, reconnaissons-le, vers l'égoïsme.

Les thèmes que vous avez abordés dans votre allocution, Monsieur le Président, retraçaient cette marche difficile de la communauté humaine vers plus de justice, vers moins d'égoïsme, et se traduisent sur le plan du commerce, de l'industrie et des relations économiques entre Etats par les mots de GATT, de Kennedy Round, et sur le plan de notre économie nationale par les termes de produit national brut, de commerce extérieur, d'inflation, de finances fédérales. Cette marche, disais-je, contient en elle, de par les problèmes qu'elle suscite, l'aspect visible d'une crise de conscience plus profonde que l'on ne pensait, reposant en fait la question de l'avenir de notre société humaine quant aux formes que prendront pour les générations futures les relations entre les hommes et entre les communautés.

Cette crise de conscience s'est manifestée surtout dans les jeunes générations par des réactions extrêmement fortes et violentes, souvent à l'encontre d'une philosophie tendant à rechercher à tout prix le bonheur matériel, le profit et l'expansion sans limites. Ce phénomène, quasiment mondial, réduit à l'échelle de notre petit pays, se traduit par l'apparition d'un certain nombre de phénomènes et de réflexions touchant à l'essence même de notre Confédération, à ses buts et à sa mission.

Vous avez tout à l'heure, dans l'exposé remarquable que vous avez présenté, Monsieur le Président, et vous, Monsieur le Directeur, dans le rapport annuel de votre Chambre, établi la liste exhaustive des grands problèmes qui se posent à notre pays. Or, je pense que plusieurs de ces problèmes, et les principaux d'entre eux, ne peuvent être séparés de leur contexte philosophico-politique. Prenons un exemple. Lorsque l'on parle de main-d'oeuvre étrangère, de sa limitation, de la défense de notre identité nationale, c'est en fait tout un concept de la vie de la communauté humaine que nous défendons ou que nous attaquons selon l'optique qui est la nôtre. Les réactions provoquées chez les uns et les autres au gré des circonstances de sa formation, de son entourage, de sa conception du pays, ne sont pas exemptes de contradiction. Promouvoir le commerce international, favoriser le développement de ce commerce parce que l'on est persuadé que par la libre circulation des biens et des hommes un plus grand bien-être en ressortira pour l'ensemble de la communauté, est certes un postulat auquel chacun d'entre nous peut adhérer du fond de son coeur. Mais, en même temps, d'autres raisonnements qui nous rappellent combien il est peu logique d'attirer dans notre pays de la main-d'oeuvre de l'étranger pour y travailler une matière première provenant de l'étranger, très souvent à l'aide de capitaux étrangers, et pour fabriquer des produits finis dont l'écoulement se trouve à l'étranger, sont partagés par nombre de nos compatriotes qui les estiment non exempts d'une certaine justification. Le simple énoncé de ces deux thèses explique, en fait, le cas de conscience de la Suisse face à cette expansion et à la pénétration étrangère chez nous. Comment défendre les grandes libertés auxquelles nous sommes attachés, la liberté de choix dans la profession, la liberté de déplacement, la liberté économique dans le contexte social et de promotion du bien-être général, et en même temps trouver la juste mesure de telle façon que ces libertés ne deviennent pas anarchie, obligeant à des restrictions qui pourraient apparaître, en définitive, comme des atteintes à des principes que nous déclarons essentiels ? Poser le problème, c'est en quelque sorte en dessiner les deux faces et rappeler en même temps les jugements sévères à l'égard de notre politique de la part de certains penseurs et politiciens étrangers et, d'autre part, les exigences souvent par trop étroites de certains mouvements de chez nous. Ne peut-on considérer dès lors qu'une fois de plus le bon sens et la vérité se trouvent dans un juste milieu, dans un équilibre difficile qui nous permet d'agir en accord avec notre conception générale de l'économie dans le concept d'une philosophie mondiale et, en même temps, de conserver à notre collectivité nationale son identité sans laquelle toute vie en commun deviendrait impossible.

C'est peut-être la voie la plus difficile qu'a choisie l'autorité fédérale, c'est celle qui rencontre le moins de compréhension du fait qu'elle réunit dans le camp de l'opposition les partisans des deux thèses qui s'affrontent, mais elle est la seule qui tienne compte des intérêts supérieurs du pays.

Permettez-moi d'abandonner quelques instants le domaine des principes et des idées générales pour vous apporter la preuve du succès de cette politique, puisque les statistiques de 1973 nous indiquent à

Genève un gain annuel de population totale, étrangers, Confédérés et Genevois de 2625 personnes, soit de 0,8 % dont 1245 seulement représentent un gain migratoire.

Nous savons ce que démontrent ces chiffres traduits dans la réalité de vos entreprises et de vos commerces. Nous savons, et combien, les cas de conscience qui nous sont posés dans le cadre des recours introduits par devant nous, quant à l'établissement des priorités et la prise en considération de motifs purement humanitaires.

Reconnaissons cependant, en oubliant notre cas personnel, que cette ligne de conduite est la seule qui soit politiquement et philosophiquement défendable, et que ce n'est que dans la mesure où nous rendons cette politique crédible que nous pourrions nous opposer de toutes nos forces aux initiatives démagogiques qui ruineraient le pays économiquement et jetteraient sur lui l'opprobre du monde entier, moralement.

Vous avez également fait allusion, Monsieur le Président, à l'identité de pensée et à la communion, peut-on dire, qui existaient au sein du peuple suisse quant à la façon de nous gouverner et quant à la politique à suivre, que ce soit sur le plan des institutions ou sur le plan économique, avant la guerre au terme de la crise économique et surtout pendant la guerre lorsque la menace planait sur l'existence même de notre entité nationale. Et aujourd'hui, alors que vingt ans de prospérité ont peut-être masqué quelque peu les problèmes essentiels qui se posent à nous, nous voilà à nouveau confrontés, hors de toute crise, avec des points d'interrogation essentiels.

La redistribution des revenus, la participation, pour ne citer que deux questions à l'ordre du jour, reposent, en fait, une quantité de problèmes que nous pensions avoir résolus. La confusion des idées à ce sujet se reflète dans le débat philosophico-politique qui se déroule de nos jours et je crois qu'en cette matière le plus grand danger qui nous menace est celui d'une confusion des pouvoirs et de l'élimination du concept d'autorité — d'autorité légitime et librement élue, je m'empresse de l'ajouter —. Que dire de la paralysie de la résistance libérale — au sens large du terme — sur le plan économique et de la renonciation au principe du respect de l'autorité ? Je ne pense pas que le fait de vouloir ignorer, pour s'éviter des difficultés, cette règle essentielle du gouvernement de la communauté humaine, en économie comme en politique, est de nature à écarter les difficultés qui sont sur notre chemin. En politique comme en économie, la décomposition diffuse de l'ordre libéral par le non respect de l'autorité, risque de conduire un jour ou l'autre les citoyens à une réaction de violence devant l'incapacité de ceux qui sont placés aux responsabilités de les exercer et de les défendre. La confusion des pouvoirs, qui se traduit dans les faits par l'incapacité pour l'individu de distinguer la tâche à laquelle il croit être désigné, est très certainement l'un des traits les plus tragiques de l'évolution de la situation d'aujourd'hui, que ce soit sur le plan politique, confusion des tâches parlementaires et des tâches gouvernementales, ou que ce soit sur le plan économique.

Vous me pardonnerez, Mesdames et Messieurs, le caractère par trop abstrait de ces quelques considérations que j'ai le plaisir d'émettre peut-être en ma qualité de nouveau chef du département de

l'économie publique. Si j'ai tenu à m'écarter des statistiques relatives à notre économie genevoise ou à notre économie suisse, et que j'ai préféré aborder, très superficiellement, je le concède, certains grands problèmes qui se posent à notre société, c'est que je pense que nos statistiques, le développement de notre économie, dépendent de plus en plus de la conception que l'on a de la société, de la façon dont cette société est gérée, les chiffres n'étant, en définitive, que la traduction d'une philosophie de l'existence et de notre aptitude à convaincre nos concitoyens de la justesse d'une cause.

Le temps où les règles de morale, les règles économiques et le jeu politique suivaient leur propre voie est révolu, le monde est un, comme la pensée est une.

A nous, investis d'une parcelle de l'autorité, à vous, responsables de l'économie et du bien-être d'un peuple, de prendre conscience de la solidarité du monde d'aujourd'hui, dans les idées comme dans les faits et d'en tirer les conclusions qui s'imposent à notre conscience.

PERMANENCE ET NOUVEAUTE DU PROBLEME DU LOGEMENT

*Exposé de Monsieur Paul GILLIAND,
secrétaire de la Délégation du logement,
présenté à l'assemblée générale de la
Chambre genevoise immobilière, le 6 mai 1974.*

Je tiens tout d'abord à remercier très sincèrement la Chambre genevoise immobilière de me donner l'occasion de réfléchir avec vous, quelques instants, sur plusieurs aspects fondamentaux du problème du logement. Le moment, en effet, est opportun. Non seulement à Genève, mais en Suisse et dans de nombreux pays occidentaux, ses données sont en train de changer complètement. Partout l'on s'interroge sur les façons les meilleures de parvenir à un équilibre optimum de l'offre et de la demande, le logement n'étant pas considéré comme une fin en soi mais un élément d'une conception plus générale et plus généreuse de l'habitat. A la pénurie quantitative qui caractérisait la situation ces dernières années — et qui a conduit à ce que l'on a appelé "la crise du logement", terme simple qui procédait d'une analyse souvent plus simple encore — commence de succéder une certaine surabondance, annonçant donc, théoriquement, le retour aux lois les plus évidentes de l'économie du marché. Toutefois, les conditions présentes sont infiniment complexes et les libres possibilités de choix partout encore contrecarrées par plusieurs facteurs adverses, tels que, dans une certaine mesure et pour diverses catégories sociales, le coût trop élevé des appartements neufs, les limites de l'aide financière étatique, les exigences justifiées — mais souvent difficiles à satisfaire — de différents secteurs de la population (personnes âgées, immigrés, étudiants, etc.), ou encore les impératifs d'un aménagement du territoire de plus en plus sévères.

En se demandant pourquoi le problème du logement est permanent et en quoi il présente des aspects de nouveauté, on constate d'abord que notre canton n'est pas seul à avoir connu un manque considérable, n'est pas seul à avoir accompli un effort spectaculaire au cours de ces dernières années pour rattraper le retard et ne sera pas seul à affronter les nouvelles dimensions d'une des questions nationales aux imbrications économiques, sociales et politiques les plus étroites qu'il se puisse imaginer. En un sens, nos Confédérés devraient être rassurés de penser que là au moins, il n'y a pas de "Sonderfall Genf" encore que, comme nous le verrons, Genève puisse, selon les besoins, avouer ou s'enorgueillir de circonstances "bien de chez nous" et sans équivalence ailleurs.

Il faut reconnaître que le caractère aigu de la pénurie a facilité la confusion entre celle-ci et le problème du logement proprement dit; on a ainsi oublié que la population a toujours eu et aura toujours

besoin de se loger et que l'extraordinaire mutation de nos conditions d'existence à laquelle nous assistons, tantôt spectateurs, acteurs ou complices, ne pourrait laisser de côté le principal souci de l'homme, après celui de se nourrir, celui de s'abriter. On s'est donc volontiers bercé de l'illusion que, après l'effort sur le plan quantitatif, pourrait venir le repos et l'on est tout étonné de constater que le temps de la quiétude n'est pas encore arrivé; il faut continuer de travailler, de beaucoup travailler. Je serais même tenté de penser que, les brèches de la pénurie étant en train de se colmater — on ne sera jamais assez reconnaissant de la tâche accomplie et émerveillé devant son ampleur — va commencer un ouvrage capital, celui d'aider les hommes, non plus seulement à se loger, mais à vivre.

Je sais bien ! Je cède en ce moment à un péché mignon, fort répandu, celui qui incite le boulanger à croire que le bonheur de l'humanité est procuré par le pain, l'artiste par les tableaux, le banquier par l'argent et l'homme politique par les promesses. Je sais bien ! Le logement n'est qu'une des nombreuses composantes du mieux-être et du mieux-vivre et le savetier était certainement moins bien logé que le financier de la fable. Mais je crois aussi, avec force et détermination, qu'une société se reconnaîtra à la façon avec laquelle elle répondra à un des défis majeurs de notre époque. Termitières ou logis, dormirois ou cités véritables, ghettos ou quartiers heureux, le choix est intellectuellement aisé, mais il demande, à le suivre, un labeur immense et une infinie patience. Cela ne veut pas dire — on l'a compris sans doute — que les constructions mises sur le marché pour répondre à la demande urgente de ces années passées, n'obéissaient pas aux critères usuels de qualité. Mais le moment est venu, pour reprendre le thème d'une récente exposition à Paris, consacrée à l'habitat, de "montrer que la construction bouge parce qu'une mutation est engagée qui devrait engendrer une plus haute qualité de la vie humaine". Par conséquent, si l'on est certain — ainsi que cette exposition le montrait — que le changement est à notre portée de main, que l'on n'est nullement contraint de répéter ce qu'on a produit depuis vingt ans et que l'on peut dès à présent prendre mieux en compte les exigences de l'avenir, alors, il faut libérer et conduire les mouvements profonds de notre temps. Alors, avec l'aide de l'Etat, une politique de l'innovation dans l'habitat sera menée, au travers de procédures diversifiées et avec l'appui de crédits judicieux. Alors, des techniques originales seront mises en oeuvre, des formes et des systèmes nouveaux d'industrialisation apparaîtront, un autre urbanisme sera mis en place, l'imagination viendra au pouvoir — selon le cri de mai 1968 — mais une imagination créatrice et respectueuse du cadre de la vie. Car, relevait Pierre Viansson-Ponté dans un récent article du Monde, "la laideur se vend bien, mais pourquoi de meilleures conditions d'existence n'exigeraient-elles pas aussi que l'homme soit en accord avec le décor où elles se déroulent ?

Pourquoi disposer de transports de plus en plus rapides, de loisirs de plus en plus longs, si on ne peut plus jeter les yeux nulle part autour de soi pour retrouver la paix du coeur et le repos de l'esprit". Ces propos, cette esquisse d'un nouvel habitat, concernent tous les promoteurs de tous les pays, tous les responsables, tous ceux dont le logement est le souci quotidien. Il n'est que de lire l'abondante littérature que ce problème suscite, il n'est que d'assister à l'éclosion des comités de tous genres, des associations de défense et des groupements d'attaque, il n'est que de parcourir les ordres du jour des organisations internationales compétentes, pour s'assurer que la création — ou le maintien — d'un habitat à taille humaine et visage heureux est un objectif-clef de notre temps.

Nous voici loin de Genève, me direz-vous. Je vais donc y revenir en soulignant quelques-unes des constantes de son problème du logement. En se demandant dans quelle mesure le destin, le rôle d'une ville, sont fonction de sa taille, il faut se rappeler d'abord que Genève a vécu, jusqu'au milieu du siècle dernier, dans un centre urbain terriblement exigu et inconfortable.

Alors que d'autres villes européennes, de renommée égale ou même moindre, connaissaient un développement spatial plus important, Genève ne pouvait se résoudre à "vivre hors-les-murs". Il a toujours semblé, au cours de son histoire, que son génie propre ne s'accommodait pas de l'expansion urbaine. C'est pourquoi il est intéressant de considérer le mouvement actuel qui pousse à vouloir "reconstruire la ville en ville", à vivifier et animer le centre urbain. Il ne s'agit pas seulement d'un réflexe occasionné par de valables motifs d'écologie ou par la crainte d'une extension sans limite. Il y a, probablement aussi, le souhait, conscient ou non, de se replier dans la citadelle lorsque les temps sont troublés ou encore l'affirmation d'une personnalité nationale authentique. La psychanalyse des motivations profondes des urbanistes reste à faire !

A cet égard, on peut relever 2 ou 3 éléments marquants qui ont caractérisé le logement genevois au cours des âges et que l'on ne saurait ignorer lorsqu'on s'interroge maintenant sur les ambitions, les limites ou les raisons d'être d'une politique générale du logement. Il est vrai que l'histoire ne se répète pas, du moins pas toujours. Il est non moins vrai que les modes de vie d'un peuple sont rarement fortuits et qu'ils offrent, à qui sait les interroger, des enseignements dont la méconnaissance peut coûter cher.

D'abord, reprenons dans l'ouvrage de l'historien René Guerdan, consacré à "la vie quotidienne à Genève au temps de Calvin", les pages décrivant un logement typique. On y est frappé par la place occupée par la famille et par le mépris voué à ce qui pourrait paraître un semblant de confort. Par exemple, Genève ne disposera d'un éclairage public que cent ans après Paris, et ce n'est qu'en 1558 que les autorités ordonneront aux propriétaires de se doter de cheminées dans les pièces qu'ils voudront chauffer, l'usage de brasiers portatifs étant plus simple, moins onéreux mais aussi plus dangereux !

Le rez est souvent voué au commerce ou à l'artisanat; le premier étage est le seul où l'on ait chaud, car s'y trouvent l'unique poêle de la maison et la cuisine, pièce sans luxe ni attrait, mais où la famille se retrouve pour manger, deviser, prier. Le second étage comprend les chambres à coucher où l'on voit le lit, d'une largeur insolite car — ce trait ferait-il partie des caractéristiques genevoises ? — le citoyen de cette époque aime ses aises et ses écus, aussi ne prévoit-il souvent qu'une couche pour toute sa couvée.

Quittons ces détails pour noter que l'aspect des demeures changera au temps de Calvin, non pas pour des besoins de confort ou d'expansion, mais en raison de l'afflux des réfugiés, qu'on acceptera d'intégrer à la vie locale, en bénéficiant de leur apport intellectuel et professionnel, mais sans vouloir étendre la ville (on l'aurait pu en dehors des portes, par exemple sur les hauteurs de Champel, lieu encore agreste) et en ne se livrant qu'aux investissements les plus indispensables. S'élevant déjà en hauteur, les maisons vont ajouter, aux deux étages de jadis, deux étages supplémentaires, bâtis le plus souvent à la hâte, dans un style si différent des deux premiers que ces immeubles donneront l'impression d'être nés de l'empilement de l'un sur l'autre.

A l'intérieur, les changements sont pires car, si l'on accepte l'impulsion économique qu'amèneront avec eux les réfugiés, il ne faut pas que ce soit au détriment de l'humilité et des finances. Jadis spacieuses, les chambres à coucher s'encombrent d'une multitude de lits et telle maison en comptera jusqu'à 45 ! Il faudra même, paradoxe de la Genève calviniste, mettre dans un même lit des personnes de sexe opposé. Il est vrai que par chasteté on fera alors allonger les hommes dans un sens et les femmes dans l'autre. Au fait, ce souci de pudeur constitue-t-il encore une constante de la vie genevoise ?

Ce repli sur soi-même, Genève continue de le connaître longtemps encore. Ainsi, au 17^e siècle et au 18^e siècle, malgré une concentration extraordinaire de richesse et d'intelligence, elle est toujours enfermée dans l'enceinte du 14^e siècle.

A vrai dire, on manque fâcheusement de renseignements sur le logement à cette époque. Marie Bonnard, dans son travail de diplôme présenté en 1970 à l'Ecole d'architecture, relève à juste titre cette absence d'information, en montrant toutefois le rôle important joué par la "société d'utilité publique" et diverses associations philanthropiques pour améliorer les logements et transformer de vieilles maisons en demeures salubres. De plus, la "Chambre de la Netteté", créée par le Code genevois de 1791, a pour tâche, en particulier, — mais semble-t-il de façon peu systématique — de veiller à l'application de certaines dispositions de salubrité, telles que construction d'escaliers en pierre pour les maisons neuves, latrines à chaque étage ("pour autant que le local le permette" précise le texte), tuyaux pour la descente des eaux des toits jusqu'au bas des maisons et lavoirs coulants, "dont les eaux descendent par des tuyaux jusqu'au dessous du pavé".

Ce règlement est intéressant car il montre l'apparition, à cette époque, des premières préoccupations de l'Etat de veiller à une certaine qualité de l'habitat, préoccupations dictées non plus uniquement par des impératifs de sécurité.

En fait, la ville ne se développera de façon marquée qu'à partir de l'entrée du canton dans la Confédération. De 1815 à 1850, elle gagne autant d'habitants que pendant tout le 18^e siècle. Selon l'étude bien connue de Camille Martin, urbaniste, elle demeure cependant une ville fermée, dont les hautes maisons, étroitement serrées les unes contre les autres, s'élèvent le long de rues peu spacieuses.

Dès le début de la révolution industrielle, alors que se créent hors de la zone d'enceinte des faubourgs industriels, populaires et désordonnés, à Carouge, aux Eaux-Vives, à Plainpalais et aux Pâquis, le problème du logement se manifeste par une pénurie grave et par une détérioration qualitative. On constate un surpeuplement évident des quartiers populaires, une insuffisance d'air et de lumière, l'humidité des locaux, la poussière, bref, tout ce qui fait maintenant le charme de la belle époque aux yeux des amoureux du passé.

Ces conditions déplorables demeureront longtemps, les nouveaux quartiers souffrant de surpeuplement et les vieux quartiers végétant dans un état lamentable. Une enquête ouverte en 1884, en raison d'une violente épidémie de fièvre typhoïde, à la suite d'un dragage du port (dans lequel se déversaient les

égouts de la ville mais où l'on puisait aussi l'eau potable), donne une liste impressionnante des insuffisances des logements situés dans les quartiers populaires. Ces anomalies proviennent en particulier de ce que l'on a trop surélevé les maisons, que l'on a augmenté le nombre de pièces pour une même surface, que les escaliers continuent d'être en bois, qu'aucune ventilation n'est prévue dans un domaine bâti très dense et que, surtout, les pièces sont surpeuplées.

Ce sont les sociétés philanthropiques, nous l'avons vu, qui se préoccupent les premières de l'amélioration du logement, essentiellement d'abord à un point de vue de salubrité. Il faut attendre 1865 pour voir se former la première société de construction, soit "l'association coopérative immobilière" dont le but est de fournir de petites maisons mi-familiales avec jardin. Vient ensuite, en 1892, la "Société genevoise des logements hygiéniques" qui veut "créer aussi économiquement que possible des habitations groupées ou isolées" puis, en 1894, la "Société genevoise des habitations économiques Le Foyer".

Sans énumérer de façon exhaustive tous les efforts accomplis en cette période en faveur du logement, indiquons cependant encore la création de deux organismes dont les objectifs permettent de penser que naît alors véritablement — bien que confusément encore et sans effets spectaculaires — le sentiment qu'aux besoins criants d'une partie de la population doit répondre une politique générale du logement. L'activité de ces deux sociétés a préfiguré, sans aucun doute, l'action combinée de l'Etat et des milieux privés, témoignant ainsi que l'esprit de coopération est aussi une constante de l'histoire économique et sociale de notre canton.

C'est d'abord la "Société pour l'amélioration du logement", fondée en 1892-1893, comptant plus de 500 membres, qui veut agir au point de vue de la salubrité et du bon marché de la façon suivante :

1. provoquer des mesures législatives et en surveiller l'application,
2. élaborer des plans et devis-types, pour la construction de logements à bon marché,
3. étudier la transformation d'immeubles défectueux,
4. provoquer la constitution de sociétés de construction,
5. organiser une propagande active, appeler l'opinion publique à se mobiliser pour la réforme du logement.

Retenons de tout ceci l'élaboration de projets de loi, dont sortit d'ailleurs la loi sur les constructions de 1895 et passons ensuite à la constitution, en 1902, de la "Fondation des logements salubres et à bon marché". Celle-ci devait construire, avec l'aide de l'Etat et sur un terrain cédé par lui, des logements destinés aux ouvriers et employés. Une avance de fonds portant intérêt est consentie.

C'est, en fait, la première mesure connue de subventionnement à la construction de logements.

Retenons également qu'à l'essor amené par l'industrialisation et l'adhésion du canton à la Confédération, correspond une expansion urbaine rapide. Des quartiers entiers voient le jour, tandis que commence l'assainissement des îlots insalubres et que la banlieue grignote la campagne. Hélas, l'urbanisme d'alors est chaotique, les idées directrices peu claires et, dans le Livre du Centenaire, édité en 1914

à l'occasion de l'anniversaire du rattachement de Genève à la Suisse, le professeur Louis Wuarin, étudiant le développement économique du canton depuis 1814, ne peut cacher son amertume. Écoutons-le :

“Cette période de construction intense fait tache dans l'histoire de notre démocratie progressiste. Plan d'extension trop tardif (1900) et dès lors un pis aller... loi sur la voirie et la construction (1895) qui n'est guère que la codification de dispositions surannées et dont les effets sont néfastes : immeubles dont la hauteur est disproportionnée à la largeur de la rue et empêche que certains logements reçoivent jamais le soleil, anarchie constructive, spécialement autour de la ville où des masses énormes écrasent leur entourage plus modeste qu'elles privent de leur patrimoine, de ciel et de lumière, ce qui est une dépossession qu'interdisent les lois des pays avancés, horribles mitoyens qui auraient pu être remplacés par des façades si nos enlaidisseurs systématiques avaient consenti à se reculer de deux mètres. Absence d'une loi d'expropriation digne de ce nom, ce qui est cause que les pouvoirs publics sont jugulés et paralysés dans leurs efforts. Absence d'un code d'hygiène des habitations... en mesure de combattre ces affreux taudis, logements infects qui existent encore, pour la plupart augmentés de ceux que nombre de constructions récentes tiennent en réserve. Obstacles apportés à l'amélioration des logements ouvriers, les mesures attendues étant toujours renvoyées aux calendes grecques. Puisse cette année du Centenaire — conclut le Professeur Wuarin qui devient véhément — nous sortir enfin du chaos. Mais que le législateur prenne garde de laisser introduire dans son oeuvre la clause néfaste, très habituelle chez nous, en vertu de laquelle les pouvoirs publics, gardiens de la loi, pourront toujours y déroger ! ”.

Dérogação ou pas, la guerre de 1914 vient contrecarrer fortement la construction de logements, bien que cet arrêt d'activité n'ait pas de conséquence immédiate en raison de la forte diminution démographique entraînée par le départ de nombreux étrangers. Cependant, la réserve d'appartements vacants disparaît bientôt complètement et il faut attendre 1920, il y a donc un peu plus de 50 ans, pour que la pénurie commence de se résorber, l'industrie du bâtiment reprenant alors vigoureusement son activité, les prix des matériaux se stabilisant de même que ceux de la main-d'oeuvre. A vrai dire, on ne peut affirmer que des échafaudages sont partout hérissés et cette forte activité est encore, à nos yeux, bien timide. Genève compte 175.000 habitants, dont 135.000 en ville et dans l'agglomération. Or, en 1920, en ville, on a construit 1 logement, en 1921, 94, en 1922, 19. C'est dire que la pénurie d'appartements mettra longtemps à disparaître.

Après la Confédération, qui dès 1918 aide l'industrie du bâtiment par des subventions ou des prêts, c'est au tour des cantons et des communes à débattre la question de l'encouragement à la construction de logements économiques. En 1929, Genève promulguait sa première loi de subventionnement de logements.

En même temps, ou à peu près, l'Etat crée ses propres organismes de construction capables de réaliser ce qu'il projette de favoriser par des subventions. C'est, par exemple, la “Fondation pour logements économiques” fondée en 1924. Dès lors, le problème du logement ne va cesser d'occuper les esprits et peu à peu, le législateur met sur pied l'arsenal imposant que nous connaissons actuellement, poursuivant son effort dans les deux domaines de la quantité et de la qualité. Peu à peu également, les

données essentielles du problème que nous avons à résoudre maintenant se précisent, s'affinent, se confirment au gré des événements de ces dernières décennies, comme si, en fait, on assistait dès à présent au dénouement d'une pièce dont les arguments principaux se sont mis en place au cours de circonstances diverses, souvent difficiles, parfois dramatiques. Comme si, en fait, on devait dès à présent voir se terminer une lente et inéluctable évolution conduisant à une appréciation nouvelle des faits, à un système neuf, tenant compte de ce que l'environnement sociologique et le contexte économique sont neufs aussi.

Avant d'esquisser ce que pourrait être ce système, il faut encore — vous m'excuserez de ces notes historiques — rappeler que l'on a vécu dans notre canton, depuis 1945, sous le signe de la crise du logement, due à plusieurs facteurs. Parmi eux, il faut citer évidemment l'extraordinaire croissance économique et démographique dont a bénéficié notre canton, faisant fortement pression sur la demande, mais survenant après le coup d'arrêt dû à la guerre. Il y avait, fin 1945, 66.000 logements, à peu près, pour une population résidente de 187.000 habitants, ce qui faisait 2,8 habitants par logement.

Il faut attendre 1950 pour que les logements construits dans l'année dépassent le millier mais ensuite, l'essor est donné et l'activité de l'industrie du bâtiment devient fébrile. En 1956, déjà, on dépasse 3.000 logements construits dans l'année, mais, avec 81.000 logements existants, on est encore à 2.79 habitants par logement, l'accroissement de la population faisant de véritables bonds de l'ordre de 6.000 personnes par année.

En 1963, on croit la victoire proche : plus de 6.000 logements sont mis sur le marché, l'an précédent, le cap des 100.000 appartements existants a été franchi, et la proportion habitant/logement est enfin descendue de façon sensible à 2,5. Malheureusement, surviennent alors les premiers arrêtés fédéraux sur la surchauffe, en 1964, qui donnent un coup de frein sensible et, 2 ans après, durée gestatoire habituelle pour un immeuble, le nombre de logements construits chaque année redescend de fâcheuse façon. Mais la solidité du franc est sauvegardée, croit-on à ce moment, c'est bien l'essentiel et qu'importe si la pression de la demande continue de s'exercer, donc continue à agir sur les prix, puisque l'on peut sourire à l'illusion que l'inflation est jugulée.

Or, cette demande, elle continue de faire entendre sa voix et si la sincérité de ses accents ne saurait être mise en doute, les échos en sont à effets variables, si vous me permettez cette image. Au 31 mars 1965, lorsque le Service cantonal du logement se réorganise, il y a 4.801 demandes, dites urgentes, inscrites. Au 31 décembre, on en compte 5.659, mais en 1967, après une sévère épuration du fichier, 2.820. La pénurie se résorbe-t-elle ? Hélas, non, car, même si après le coup de frein des arrêtés conjoncturels la construction a repris gaillardement et le Plan-Action-Logement du Conseil d'Etat déployé ses effets, le nombre de demandes ne s'atténue pas. On en enregistre 3.033 au 31.12.71, 3.491 au 31.12.72, 3.388 au 31.12.73 et, au 31.3.74, encore 3.569.

Que se passe-t-il ? Il se passe que l'on assiste au deuxième phénomène marquant le problème du logement, celui d'une transformation sociologique sans précédent, touchant notamment par la modification du mode de vie à la base même de notre société, la famille. Dorénavant, l'équation : progression démographique = progression de la demande n'est plus vraie à elle seule.

Comme il n'est jamais bon de se sentir isolé dans l'adversité, consolons-nous en sachant que ce bouleversement n'épargne aucun pays. La Commission économique pour l'Europe des Nations Unies recommande, en 1970, aux pays membres de faire intervenir dans le calcul des besoins futurs de logements, les éléments suivants : a) besoins de remplacement, en raison de démolition ou de restructuration urbaine, b) besoins résultant des migrations, c) besoins dus à la formation de nouveaux ménages, d) besoins exigés par la création d'une réserve de logements vacants.

En ce qui concerne la détermination du nombre des nouveaux ménages, cette Commission économique rend attentif à la nécessité absolue de prévoir avec réalisme l'évolution du taux de nuptialité et de mortalité. En outre, ajoute-t-elle, les estimations de la pénurie et des besoins futurs ne peuvent garder un caractère purement quantitatif mais être faites également du point de vue qualitatif, le facteur le plus important, à cet égard, étant la répartition des logements par dimension.

A cet effet, la Commission économique pour l'Europe souligne la nécessité qu'il y a de prendre en considération les besoins qu'elle appelle "normatifs", c'est-à-dire ceux qui expriment les besoins réels des ménages en fonction du niveau de vie actuel, des modes de vie, des conditions économiques, des changements sociaux. Elle termine son étude par cette conclusion que j'aimerais citer en entier, car elle nous indique l'ampleur de notre tâche et nous invite à accepter la permanence du problème du logement, non pas avec résignation, mais avec audace et imagination : "A peu près aucun pays n'est parvenu, ces dernières années, à atteindre un niveau de construction assez élevé pour satisfaire les besoins normatifs estimés pour l'avenir. A peu près aucun pays n'a encore atteint en matière de logement un niveau qu'on puisse considérer comme suffisant ou satisfaisant. Les problèmes actuels du logement ne sauraient être résolus facilement en 10 ou 20 ans et, dès qu'on aura pourvu aux besoins des logements tels qu'ils sont estimés actuellement, il en surgira d'autres de caractère nouveau. Chaque pays doit dès maintenant se préoccuper surtout d'améliorer le plus possible la qualité des logements de tous les groupes de la population".

Cette augmentation des besoins, notre canton l'a donc connue ces dernières années. Elle explique, entre autres, le fait que, malgré l'effort immense accompli, chez nous aussi le problème du logement s'installe dans sa pérennité et que doivent naître les solutions de long terme.

Immense effort ? Plus personne de bonne foi n'en peut douter, et une seule indication suffit à le démontrer. A ce jour, pour une population de l'ordre de 334.000 habitants, on compte près de 154.000 logements, ce qui donne le taux — remarquable — de 2,1 habitants par appartement. Faut-il souligner encore que 46.000 logements ont été mis sur le marché ces dix dernières années et que la moitié du parc total actuel de logements a été construit en 20 ans ? L'an dernier, 6.384 logements ont été achevés, soit un résultat assez semblable à celui enregistré en 1965 (6.390), "année record", mais aussi année qui avait vu une augmentation démographique de près de 5.000 personnes alors que, en 1973, Genève n'a compté à peine que 2.000 personnes de plus. De plus, la proportion des logements édifiés par les pouvoirs publics ou avec leur aide (HBM, HLM, HCM) augmente régulièrement. En 1973, les lois à caractère social ont permis de construire le 60% de tous les logements mis sur le marché; elles ont concerné le 63% des logements mis en chantier (1972 : 55%) et le 72% des autorisations de construire accordées (1972 : 50,5%).

Augmentation des besoins ? Sachons simplement que dans notre canton, le nombre de ménages a passé de 90.000 en 1960 à 130.000 en 1970. Durant cette même période, le nombre de personnes par ménage a passé de 2,9 à 2,6. Quant aux ménages d'une personne, ils étaient de 18.000 en 1960 et 35.000 en 1970, croissant ainsi près du double ! De plus, les jeunes quittent plus vite leur famille et se mettent en quête d'un logis, qu'ils occupent parfois à deux ou trois afin de partager le loyer et les frais. Les personnes âgées, de leur côté, tiennent à leur indépendance et, en cas de veuvage par exemple, conservent leur appartement ou en cherchent un plus petit ou conforme à leur nouveau mode de vie. Il en est de même pour les divorcés qui souvent, dans le passé, lorsqu'il s'agissait de personnes jeunes, regagnaient leur famille et qui, maintenant, désirent rester seuls. Bref, sans conteste, une multitude de facteurs sociologiques, plus ou moins marqués, plus ou moins constants, plus ou moins déterminants, modifient maintenant le problème du logement en en augmentant la complexité.

Ainsi, à l'heure actuelle, la situation est caractérisée par des faits apparemment contradictoires et dont l'incidence réelle sur l'offre et la demande ne s'explique que par une analyse approfondie de leurs causes.

Contradictoire, le fait que malgré une offre surabondante et une stabilisation démographique certaine, la demande garde une telle ampleur et qu'il soit à peu près certain qu'elle ne fléchira guère dans un proche avenir. Cela s'explique pourtant par ces modifications de l'ordre social, que j'ai déjà évoquées et, en particulier, par la métamorphose de la famille provoquant l'apparition, en forte proportion, d'autres catégories que les ménages classiques.

Contradictoire, le fait que malgré une demande aussi forte, on dénombre actuellement plusieurs centaines d'appartements vacants. Cela s'explique pourtant par le montant élevé de trop de loyers, conséquence du prix, trop élevé aussi, de la construction et, en particulier, par le "taux d'effort" (comme disent les sociologues) que peuvent ou ne peuvent pas consentir les ménages.

Contradictoire, le fait que malgré ce fardeau des loyers, il y ait tant de candidats pour solliciter un appartement plus grand, donc plus cher et tant d'autres pour quitter leur famille, ce qui leur fera trouver là une charge qui leur était épargnée ici. Cela s'explique pourtant parce que notre civilisation, en développant l'anonymat a développé aussi le personnalisme et parce que — ainsi que le relève Bernard Oudin dans son livre "Plaidoyer pour la ville" — "l'être humain, animal contrariant, déteste cordialement ses semblables sans pouvoir se passer d'eux et souhaite tout à la fois vivre en commun et préserver son individualité".

Contradictoire, enfin, le fait que malgré l'ascension des prix, les exigences du confort ne fassent que s'affirmer. Cela s'explique pourtant par la pression formidable de notre société publicitaire et parce que dans ce domaine, comme dans celui de l'énergie et de la pollution, chacun de nous est d'accord de prêcher le retour nécessaire à une austérité de bon aloi, à condition que "Messieurs les Anglais aient tiré les premiers !". La solution appartient dès lors au prêtre, non plus à l'économiste.

Contradictoire, enfin, la poursuite de la construction aux prix et aux normes actuels alors que l'on sait être en train de fabriquer un produit qui trouvera difficilement preneur en raison de son coût. Cela s'explique pourtant par la longue durée exigée par cette fabrication, dont la rigidité ne permet pas de tenir compte de circonstances changeantes. Mieux cerner la demande, mieux prévoir ses besoins à court, moyen et long terme, c'est une des raisons d'être de la Recherche fondamentale sur le Logement dont une première phase se termine ces jours et qui nous apprendra beaucoup.

Vous le voyez, résoudre toutes ces contradictions ne sera pas chose aisée et bien imprudent, ou bien ignorant, serait celui qui pourrait affirmer qu'il n'y a, dès à présent, plus de problème du logement. C'est maintenant qu'il se pose et c'est maintenant qu'on va pouvoir lui donner sa vraie dimension.

CANDILIS, le grand architecte français, raconte que lorsqu'il eut gagné le concours grâce auquel il fut appelé à construire la Cité nouvelle de Le Mirail près de Toulouse, ses associés lui adressèrent le télégramme suivant : "Bravo ! les ennuis commencent". Je trouve cette phrase admirable car elle montre bien que l'urbaniste, l'architecte, le promoteur, le responsable, quel qu'il soit, n'a jamais terminé son oeuvre et que les ennuis qui ne peuvent pas ne pas naître, ce sera exaltant de les effacer.

Mais pour cela, il faut les connaître, les deviner, les devancer. La prospective est un art difficile, trop souvent la simple projection dans l'avenir de nos audaces ou de nos craintes actuelles. A ce jeu on se trompe souvent, on voit les vagues de l'océan alors qu'il aurait fallu en mesurer la profondeur. Les événements viennent qui ne sont pas ceux que nous pressentions. Rappelez-vous ce mot de Prévert : "Il faudrait trouver l'historien, le sociologue, qui aurait prévu, en 1750, ce qui se passerait en 1790..."

Bien sûr, on peut se tromper et c'est pourquoi, avant d'affronter la nouveauté du problème du logement, il en faut connaître les caractéristiques constantes. Je les ai rappelées : pour notre canton, surpeuplement traditionnel, crainte instinctive devant l'expansion économique entraînant l'extension urbaine, difficulté d'établir des plans à long terme, en raison d'impondérables ou d'événements imprévisibles (réfugiés, afflux et reflux d'étrangers, rôle de Genève en tant que métropole régionale et donc soumise aux aléas politiques internationaux, brutalité de mesures fédérales, etc.), collaboration effective entre milieux privés et pouvoirs publics, soucis de sécurité ayant la priorité sur les considérations esthétiques, la liste n'est pas exhaustive.

En fait, ce qui est important, en essayant de dire ce qu'est la permanence du problème du logement, ce n'est pas d'énumérer les phénomènes à répétition, la succession de données semblables, c'est plutôt de faire ressortir ce qui n'est pas contraire à la vocation de Genève, ce qui favorise le bonheur de ses habitants et ne compromet pas leur avenir.

La tâche ne paraît pas compliquée. Elle l'est cependant terriblement. Pourquoi ? Parce que nous sommes à un tournant de l'humanité, parce que, inclure dans l'avenir d'un pays le BNB plutôt que le PNB (le Bonheur national brut, plutôt que le produit national brut) exige des investissements considérables et une imagination jamais en repos, parce que les exigences de la qualité de vie ne sont pas gratuites. Alfred

Sauvy a dit quelque part que ceux qui proclament que l'homme heureux n'a pas de chemise sont toujours des hommes qui ne risquent pas d'en manquer ! Ce n'est pas simple d'organiser la vie simple !

Or, notre canton, pour résoudre son problème du logement, se trouve placé devant les mêmes conditions que celles qui obligent l'humanité à un examen de conscience décisif afin de savoir si elle va accepter n'importe quelle croissance. On a souvent dit que ces conditions sont en tous cas au nombre de trois, c'est-à-dire l'ordre de grandeur des éléments à prendre en considération (population, par exemple), la saturation et l'interdépendance croissante qui régit notre société.

Reprenons ces trois facteurs et voyons ce qu'il en est pour Genève. Ordre de grandeur : l'évocation d'un canton de 800.000 habitants a fait assez frémir pour ne pas insister sur ce point; il est amusant de constater comme chacun se rassure en apprenant que l'immigration s'est stabilisée et que les prévisions de la Commission d'urbanisme, en 1965, étaient trop généreuses. Ce sentiment de confort moral est si répandu qu'il serait malvenu de laisser entendre que ces prédictions n'étaient pas si fausses qu'on le croit et que l'apport des frontaliers a remplacé un essor naturel que des mesures administratives avaient brisé. Saturation : l'exiguïté du territoire va être de plus en plus perceptible. Il faudra choisir, car l'écologie a des raisons que l'économie ne connaît pas. Pourra-t-on loger tout le monde sur un terrain restreint, dans des conditions maximales d'espace et de confort avec une densité minimale ?

Interdépendance croissante : il n'y a pas de problème distinct du logement, puis des transports, puis des équipements primaires et secondaires, puis des loisirs, puis des équipements socio-culturels, etc. etc. Il y a un problème global, dont l'analyse détaillée de chacun des éléments doit permettre de faire avancer la solution d'ensemble.

Avancer, oui, mais dans quelle direction et avec qui ? Je crois — c'est une opinion exprimée à titre personnel — que la dimension donnée à cette nouvelle conception de l'habitat, pris non plus comme boîte à loger mais comme moyen d'exprimer un mode de vie, demande une concertation plus générale encore que par le passé et une prise de responsabilité sérieuse et sans équivoque dans tous les secteurs concernés.

Cela ne veut pas dire — il faut le préciser — que l'Etat peut relâcher son effort. Peut-être devra-t-il le diversifier, le préciser, l'adapter à des conditions évolutives à l'excès.

Mais il serait faux de penser qu'il pourra *tout* faire. Il serait peu réaliste de croire à la perpétuité de subventions-magiques, dont on attendrait qu'elles établissent à elles seules l'équilibre entre offre et demande, compensent les prix des terrains ou rectifient ceux de la construction.

Ce serait illusoire parce qu'il n'y a pas de miracle en économie, encore moins en économie publique. Le locataire est aussi le contribuable et si le premier demande beaucoup à l'Etat, comment le second ne réclamerait-il pas une politique interventionniste limitée ?

D'autre part, il serait naïf et fallacieux de penser qu'un arsenal de lois et de règlements peut transformer tout immeuble en quelque palais radieux échappé d'une publicité touristique imbécile. Si l'on admet que le logement est un élément essentiel de bien-être social, et que celui-ci est une des conditions de bonheur, il n'est pas *le* bonheur. Il faut se rappeler, à ce propos, avec un de ceux qui ont le mieux réfléchi aux

questions posées par la croissance, Robert Lattès, (dans son livre "la question du bonheur") que : "le bonheur est une aventure individuelle : l'Etat et la société ne peuvent que créer les conditions et contribuer au cadre de vie qui supprime les entraves au bonheur. Mais supprimer ces entraves n'est pas pour autant garantie de bonheur...".

Alors, comment définir le rôle de chacun, comment dépeindre l'activité des pouvoirs publics et celle des milieux privés, où tracer la frontière des complémentarités nécessaires ?

Il faut, me semble-t-il, d'abord savoir exactement ce que l'on entend par politique générale du logement. Le Conseil fédéral en a donné, je vous le rappelle, déjà en 1971, une excellente définition dans son message à l'Assemblée fédérale au sujet de l'insertion dans la Constitution fédérale d'un nouvel article sur l'encouragement à la construction de logements. Il disait, en effet, ceci : "Pour l'homme, le logement est un besoin élémentaire, impérieux, auquel nul ne peut se soustraire. Les dépenses qu'il entraîne sont lourdes, surtout dans le budget des couches de la population les moins favorisées. Assurer la production de logements ne suffit plus car il faut tenir compte de plus en plus des besoins qualitatifs en matière d'habitat. Chaque logement fait partie d'une implantation plus étendue, dont l'ordonnance influe considérablement sur la vie et sur l'habitat. Aujourd'hui où la plus grande partie de notre population habite déjà dans les villes, la construction de logements, l'aménagement des villes et celui du territoire doivent être considérés comme un tout."

... "On ne saurait reconnaître l'importance croissante du problème du logement sur les plans politique, économique et social, sans faire appel à une conception générale touchant l'encouragement de la construction de logements".

Il me paraît donc indispensable de s'entendre sur celle-ci — c'est le but de notre Recherche fondamentale — puis de là, assigner exactement la place de chacun, en désignant sa fonction pour elle-même et par rapport aux autres. Il n'est plus possible que chacun produise des logements en quantité, en se disant que finalement de l'addition de toutes ces unités finira bien par naître une conception d'ensemble de l'habitat. Il faut savoir, vouloir, mais aussi pouvoir, c'est-à-dire connaître la situation et les besoins, animer et promouvoir, mais aussi tenir compte des possibilités, à court et à long terme, des finances publiques et des budgets privés.

Ceci explique le pourquoi de la nécessité d'intervention des pouvoirs publics qui devront, plus encore que par le passé, analyser de façon permanente les données du problème et les interpréter, promouvoir des opérations dans des circonstances particulières ou en faveur de catégories sociales distinctes, répartir les réalisations dans un cadre harmonieux tant sur le plan de l'aménagement que celui de la qualité de la vie, renforcer et adapter les dispositions légales, fixer les priorités. Bref, s'occuper du logement sous ses traits les plus divers en vérifiant qu'il ne dépare pas la conception globale mise au point, c'est-à-dire que du début à la fin de la filière, soit de la mise à disposition des terrains jusqu'au versement des loyers mensuels, l'Etat pourra être appelé à aider, promouvoir, contrôler, voire sanctionner.

Mais il est évident que conception globale veut dire conception d'ensemble, c'est-à-dire élaborée avec tous. A la responsabilité de l'Etat doit répondre celle des milieux privés, aussi bien promoteurs que locataires, producteurs qu'utilisateurs.

Si le logement est un besoin élémentaire, il est alors élémentaire que chacun soit concerné et utilise, à cette fin, une des meilleures raisons d'être de notre démocratie, le dialogue.

Si le logement est une des tâches d'importance nationale de la Suisse moderne, il est alors important que la notion de responsabilité, envers autrui, envers la communauté, envers le pays, marque les pensées, les projets, les faits et les gestes de tous ceux qui, à un moment ou à un autre, d'une manière ou d'une autre, interviennent dans la création d'un logement.

Responsables, les propriétaires de parcelles, responsables les promoteurs, responsables les architectes, les entrepreneurs, les ouvriers, responsable l'administration, tous responsables et solidaires pour que le temps, les prix, les délais, la qualité, les dimensions, l'environnement, soient maîtrisés, tous responsables et solidaires pour que de l'épure naisse un logis où un jour un homme vivra.

Responsables et solidaires ! Peut-être même encore un peu plus que cela. L'enjeu est si important, la tâche si grande, les exigences si impératives, qu'on se prend à espérer que chacun d'entre nous sentira à exercer cette activité qu'il y a pour lui — pourquoi pas — un peu l'appel d'une vocation. Cette vocation dont Stendhal disait que c'est le bonheur d'avoir pour métier sa passion.

RÉSULTATS DE LA VOTATION CANTONALE

DU 19 MAI 1974

sur

1. Initiative populaire concernant la suppression de la chasse sur le territoire du canton de Genève.
2. Projet de loi du 21 septembre 1973 sur la faune (contre-projet à l'initiative populaire concernant la suppression de la chasse sur le territoire du canton de Genève).

RÉSULTATS DE LA VOTATION CANTONALE DU 19 MAI 1974

sur l'initiative populaire concernant la suppression de la chasse sur le territoire du canton de Genève
et sur le projet de loi du 21 septembre 1973 sur la faune (contre-projet)

	POPULATION RÉSIDENTE AU 30. 4. 1974			ÉLECTEURS INSCRITS			VOTANTS	TAUX DE PARTICI- PATION
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total		
	Nombre							%
	1	2	3	4	5	6	7	8
1. Votes anticipés	.	.	.	.	.	.	2 892	.
Cité – Rive				1 865	2 817	4 682	853	18,2
Pâquis				2 395	3 320	5 715	795	13,9
Saint-Gervais				1 216	1 663	2 879	398	13,8
Prairie – Délices				2 155	2 998	5 153	873	16,9
Eaux-Vives – Lac				2 798	4 090	6 888	1 133	16,4
Eaux-Vives – Frontenex				2 346	3 448	5 794	1 022	17,6
Champel – Florissant – Malagnou				3 694	5 502	9 196	1 816	19,7
Cluse – Roseraie				2 306	3 393	5 699	937	16,4
Acacias				3 044	4 439	7 483	1 116	14,9
Mail – Jonction				3 217	4 383	7 600	1 002	13,2
Servette – Grand-Pré				5 338	7 231	12 569	2 104	16,7
Prieuré – Sécheron				1 020	1 473	2 493	493	19,8
Saint-Jean				3 259	4 270	7 529	1 588	21,1
Les Crêts				1 469	1 959	3 428	805	23,5
Croquettes – Vidollet				1 522	2 007	3 529	754	21,4
2. Total Genève	76 704	89 009	165 713	37 644	52 993	90 637	15 689	17,3
2.1. Total Genève (y com- pris votes anticipés)	.	.	.	.	.	.	18 581	20,5
Anières	610	498	1 108	258	288	546	210	38,5
Bellevue	357	307	664	186	184	370	118	31,9
Bernex	2 562	2 712	5 274	1 126	1 287	2 413	608	25,2
Carouge	6 981	7 179	14 160	3 201	4 055	7 256	1 564	21,6
Chêne-Bougeries 1				1 581	2 199	3 780	837	22,1
Chêne-Bougeries 2 (Conches)	4 034	4 778	8 812	317	377	694	289	41,6
Chêne-Bourg	2 570	2 681	5 251	1 232	1 578	2 810	600	21,4
Choulex	278	305	583	168	183	351	131	37,3
Collonge-Bellerive 1				481	575	1 056	335	31,7
Collonge-Bellerive 2 (Vésenaz)	1 866	1 907	3 773					
Cognoy	1 023	1 187	2 210	401	468	869	253	29,1
Confignon	813	826	1 639	528	619	1 147	331	28,9
Corsier	594	511	1 105	382	444	826	261	31,6
Genthod	594	511	1 105	231	259	490	152	31,0
Hermance	429	509	938	221	289	510	204	40,0
Lancy 1 (Grand)	246	301	547	130	177	307	136	44,3
Lancy 2 (Petit)	11 760	11 927	23 687	2 715	3 297	6 012	1 012	16,8
Meinier	655	650	1 305	2 678	3 095	5 773	1 213	21,0
				344	391	735	215	29,3

RÉSULTATS DE LA VOTATION CANTONALE DU 19 MAI 1974

sur l'initiative populaire concernant la suppression de la chasse sur le territoire du canton de Genève
et sur le projet de loi du 21 septembre 1973 sur la faune (contre-projet)
(suite)

	POPULATION RÉSIDENTE AU 30. 4. 1974			ÉLECTEURS INSCRITS			VOTANTS	TAUX DE PARTICI- PATION
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total		
	Nombre							%
	1	2	3	4	5	6	7	8
Meyrin 1				2 675	3 247	5 922	1 149	19,4
Meyrin 2 (Cointrin)	8 864	8 645	17 509	327	346	673	161	23,9
Onex	7 609	8 076	15 685	3 446	4 273	7 719	1 427	18,5
Plan-les-Ouates	1 548	1 537	3 085	856	956	1 812	468	25,8
Pregny - Chambésy	957	969	1 926	434	502	936	281	30,0
Puplinge	319	304	623	154	177	331	106	32,0
Saconnex-le-Grand	3 243	3 518	6 761	1 259	1 553	2 812	686	24,4
Thônex 1 (Moillesulaz)				1 284	1 657	2 941	619	21,0
Thônex 2	3 827	4 197	8 024	393	467	860	199	23,1
Troinex	538	563	1 101	307	324	631	207	32,8
Vandoeuvres	672	769	1 441	348	443	791	242	30,6
Vernier 1				1 065	1 212	2 277	505	22,2
Vernier 2 (Châtelaine)	11 958	11 991	23 949	1 927	2 432	4 359	798	18,3
Vernier 3 (Aÿre)				1 716	2 171	3 887	700	18,0
Versoix	3 093	3 406	6 499	1 266	1 531	2 797	644	23,0
Veyrier 1				669	798	1 467	346	23,6
Veyrier 2 (Pinchat)	2 432	2 579	5 011	542	593	1 135	334	29,4
3. Total des communes de l'agglomération ⁽¹⁾	79 838	82 832	162 670	34 848	42 447	77 295	17 341	22,4
Aire-la-Ville	152	125	277	87	74	161	82	50,9
Avully	904	890	1 794	466	493	959	280	29,2
Avusy	278	245	523	147	148	295	123	41,7
Bardonnex	578	523	1 101	283	325	608	148	24,3
Cartigny	268	224	492	129	144	273	111	40,7
Céligny	228	224	452	129	129	258	112	43,4
Chancy	223	214	437	134	144	278	101	36,3
Collex-Bossy	262	263	525	145	146	291	107	36,8
Dardagny 1				110	143	253	115	45,5
Dardagny 2 (La Plaine)	376	375	751	79	82	161	50	31,1
Gy	82	86	168	60	57	117	54	46,2
Jussy	404	366	770	228	228	456	221	48,5
Laconnex	125	126	251	71	89	160	83	51,9
Perly-Certoux	792	761	1 553	337	355	692	168	24,3
Presinge	200	232	432	117	144	261	119	45,6
Russin	192	194	386	127	119	246	106	43,1
Satigny	1 056	853	1 909	452	468	920	305	33,2
Soral	166	186	352	90	107	197	89	45,2
4. Total communes rurales	6 286	5 887	12 173	3 191	3 395	6 586	2 374	36,0
5. TOTAL CANTON	162 828	177 728	340 556	75 683	98 835	174 518	38 296	21,9

(1) Sans la ville de Genève.

RÉSULTATS DE LA VOTATION CANTONALE DU 19 MAI 1974
 sur l'initiative populaire concernant la suppression de la chasse sur le territoire du canton de Genève
 et sur le projet de loi du 21 septembre 1973 sur la faune (contre-projet)

(suite)

Unité: Nombre

	BULLETINS RETROUVÉS								TOTAL (Votants)
	INITIATIVE				CONTRE -PROJET				
	OUI	NON	Valables (1)	Nuls (2)	OUI	NON	Valables (1)	Nuls (2)	
	1	2	3	4	5	6	7	8	
1. Votes anticipés	1 924	883	2 807	85	1 025	1 738	2 763	129	2 892
Cité – Rive	617	207	824	29	245	575	820	33	853
Pâquis	549	169	718	77	237	543	780	15	795
Saint-Gervais	295	89	384	14	103	272	375	23	398
Prairie – Délices	631	188	819	54	236	592	828	45	873
Eaux-Vives – Lac	852	235	1 087	46	285	780	1 065	68	1 133
Eaux-Vives – Frontenex	724	255	979	43	302	670	972	50	1 022
Champel – Florissant – Malagnou	1 323	439	1 762	54	510	1 233	1 743	73	1 816
Cluse – Roseraie	661	201	862	75	290	599	889	48	937
Acacias	765	282	1 047	69	339	739	1 078	38	1 116
Mail – Jonction	718	216	934	68	294	658	952	50	1 002
Servette – Grand-Pré	1 553	411	1 964	140	577	1 426	2 003	101	2 104
Prieuré – Sécheron	370	91	461	32	131	337	468	25	493
Saint-Jean	1 149	336	1 485	103	433	1 085	1 518	70	1 588
Les Crêts	599	156	755	50	219	548	767	38	805
Cropettes – Vidollet	575	133	708	46	192	526	718	36	754
2. Total Genève	11 381	3 408	14 789	900	4 393	10 583	14 976	713	15 689
2.1. Total Genève (y compris votes anticipés)	13 305	4 291	17 596	985	5 418	12 321	17 739	842	18 581
Anières	121	75	196	14	85	115	200	10	210
Bellevue	64	50	114	4	51	63	114	4	118
Bernex	377	203	580	28	231	356	587	21	608
Carouge	972	487	1 459	105	600	901	1 501	63	1 564
Chêne-Bougeries 1	565	237	802	35	279	521	800	37	837
Chêne-Bougeries 2 (Conches)	197	84	281	8	93	185	278	11	289
Chêne-Bourg	372	193	565	35	232	333	565	35	600
Choulex	79	43	122	9	54	71	125	6	131
Collonge-Bellerive 1	186	134	320	15	144	182	326	9	335
Collonge-Bellerive 2 (Vésenaz)	153	88	241	12	86	152	238	15	253
Cologny	205	118	323	8	127	188	315	16	331
Confignon	152	99	251	10	104	150	254	7	261
Corsier	96	53	149	3	51	94	145	7	152
Genthod	129	66	195	9	73	111	184	20	204
Hermance	81	49	130	6	48	81	129	7	136
Lancy 1 (Grand)	685	287	972	40	328	642	970	42	1 012
Lancy 2 (Petit)	860	300	1 160	53	353	801	1 154	59	1 213
Meinier	120	85	205	10	90	116	206	9	215

(1) Total OUI et NON.

(2) Sur le plan cantonal, les bulletins blancs sont considérés comme nuls.

RÉSULTATS DE LA VOTATION CANTONALE DU 19 MAI 1974
sur l'initiative populaire concernant la suppression de la chasse sur le territoire du canton de Genève
et sur le projet de loi du 21 septembre 1973 sur la faune (contre-projet)

(suite)

Unité: Nombre

	BULLETINS RETROUVÉS								TOTAL (Votants)
	INITIATIVE				CONTRE-PROJET				
	OUI	NON	Valables (1)	Nuls (2)	OUI	NON	Valables (1)	Nuls (2)	
	1	2	3	4	5	6	7	8	
Meyrin 1	782	309	1 091	58	362	729	1 091	58	1 149
Meyrin 2 (Cointrin)	100	49	149	12	55	97	152	9	161
Onex	974	391	1 365	62	481	883	1 364	63	1 427
Plan-les-Ouates	215	224	439	29	246	196	442	26	468
Pregny - Chambésy	179	91	270	11	94	165	259	22	281
Puplinge	71	30	101	5	35	66	101	5	106
Saconnex-le-Grand	436	225	661	25	261	404	665	21	686
Thônex 1 (Moillesulaz)	444	151	595	24	174	409	583	36	619
Thônex 2	114	71	185	14	82	108	190	9	199
Troinex	134	69	203	4	72	122	194	13	207
Vandoeuvres	173	66	239	3	71	154	225	17	242
Vernier 1	268	207	475	30	237	241	478	27	505
Vernier 2 (Châtelaine)	563	178	741	57	245	525	770	28	798
Vernier 3 (Afre)	508	151	659	41	208	465	673	27	700
Versoix	367	252	619	25	279	356	635	9	644
Veyrier 1	210	119	329	17	138	194	332	14	346
Veyrier 2 (Pinchat)	221	104	325	9	113	211	324	10	334
3. Total des communes de l'agglomération ⁽³⁾	11 173	5 338	16 511	830	6 182	10 387	16 569	772	17 341
Aire-la-Ville	34	45	79	3	49	32	81	1	82
Avully	181	91	272	8	102	166	268	12	280
Avusy	77	44	121	2	46	69	115	8	123
Bardonnex	59	87	146	2	79	66	145	3	148
Cartigny	39	65	104	7	73	31	104	7	111
Céligny	86	23	109	3	26	79	105	7	112
Chancy	73	24	97	4	27	67	94	7	101
Colllex-Bossy	44	62	106	1	58	48	106	1	107
Dardagny 1	50	60	110	5	68	42	110	5	115
Dardagny 2 (La Plaine)	26	17	43	7	25	21	46	4	50
Gy	16	31	47	7	36	16	52	2	54
Jussy	88	125	213	8	128	86	214	7	221
Laconnex	33	47	80	3	46	33	79	4	83
Perly-Certoux	98	62	160	8	67	99	166	2	168
Presinge	49	65	114	5	70	46	116	3	119
Russin	41	57	98	8	62	38	100	6	106
Satigny	142	153	295	10	162	132	294	11	305
Soral	28	55	83	6	58	26	84	5	89
4. Total des communes rurales	1 164	1 113	2 277	97	1 182	1 097	2 279	95	2 374
5. TOTAL CANTON	25 642	10 742	36 384	1 912	12 782	23 805	36 587	1 709	38 296

(1) Total OUI et NON.

(2) Sur le plan cantonal, les bulletins blancs sont considérés comme nuls.

(3) Sans la ville de Genève.

RÉSUMÉ STATISTIQUE

CANTON DE GENEVE

Météorologie

La température s'est élevée, en moyenne, durant le mois d'avril, à 8,8^o Celsius, chiffre supérieur de 0,1^o à la normale, cependant que l'on enregistrait 6 jours de pluie totalisant 32,3 mm d'eau tombée et 215,9 heures d'insolation. Notons que ces données ont été enregistrées à l'aéroport de Cointrin.

Population

La population du canton a augmenté, en avril, de 1 878 personnes et s'établit, en fin de mois, à 340 556 habitants. Cette augmentation résulte principalement du retour, en début d'année, des travailleurs saisonniers.

En avril, le mouvement migratoire se solde par un gain de 1 729 personnes; 3 816 personnes, dont 2 049 saisonniers, sont arrivées dans le canton, alors que 2 087 (dont 56 saisonniers) en sont parties. Le mouvement naturel se solde par un gain de 149 personnes, résultant de 375 naissances et 226 décès.

Notons que, durant la même période, 193 mariages et 76 divorces ont été enregistrés parmi les habitants du canton.

La population de la ville a augmenté, en avril, de 849 personnes et se chiffre à 165 713 habitants à la fin du mois. L'augmentation résulte de 153 naissances, 126 décès et d'un gain migratoire de 822 personnes (1 178 saisonniers).

Main-d'oeuvre

Le nombre d'étrangers soumis au contrôle du travail a diminué, en avril, de 1 323 et s'établit, à la fin du même mois, à 54 258. Ce chiffre comprend 23 954 frontaliers (– 354 en avril).

Le nombre de chômeurs complets s'élève, à fin avril, à 18 contre 20 à fin mars.

Construction

Au cours du mois d'avril, il a été déposé des requêtes pour la construction de 34 bâtiments d'habitation, totalisant 279 logements (avril 1973: 64 bâtiments et 736 logements). Au cours du même mois, des autorisations de construire 27 bâtiments, dont 19 villas, totalisant 331 logements et 1 174 pièces ont été octroyées.

Rappelons qu'en 1973 les moyennes des constructions autorisées étaient respectivement de 59 bâtiments, dont 40 villas, 456 logements et 1 937 pièces.

Il a été terminé, en avril, 13 bâtiments à plusieurs logements, 10 villas et aucun bâtiment sans logements (moyenne mensuelle 1973: 34 villas, 23 bâtiments à plusieurs logements et 4 bâtiments sans logements). Le nombre de logements achevés est de 239 (moyenne mensuelle 1973: 532).

Le volume des constructions autorisées a été de 162 milliers de m³, dont 144 milliers pour les bâtiments avec logements (moyenne mensuelle 1973: 370 milliers de m³, dont 210 pour les bâtiments avec logements).

Le volume des constructions terminées durant le mois d'avril est de 94 milliers de m³ affectés exclusivement à des bâtiments avec logements (moyenne mensuelle 1973: 304 milliers de m³, dont 214 pour les bâtiments à usage d'habitation).

Notons enfin que le nombre de logements existant à la fin du mois s'élevait à 154 733, soit 5 603 de plus qu'un an auparavant.

Commerce

Le nombre des ventes à tempérament ayant fait l'objet d'un pacte de réserve de propriété se monte, à fin avril, à 442 (moyenne mensuelle 1973: 377).

Parmi ces pactes, 25 concernent des appareils ménagers, 22 des postes de télévision, 202 des automobiles et 92 des meubles et articles d'ameublement. Le montant total garanti s'élève à 4 314 milliers de F (moyenne mensuelle 1973: 4 385).

Transports et communications

Il y avait, à fin avril, 141 354 automobiles, cars, camions et véhicules assimilés immatriculés dans le canton, soit 2 904 de plus qu'un an auparavant. Ce chiffre se décompose en 125 532 autos, 6 470 camions et 9 352 autres véhicules tels que cars, remorques, taxis, etc. Il y avait également 6 429 motos et véhicules assimilés en circulation (avril 1973: 6 183), dont 3 521 motos légères.

En avril, 14 450 voyageurs sont arrivés ou partis à la gare des Eaux-Vives et 638 tonnes de marchandises ont été enregistrées à l'arrivée. Les chiffres correspondants en avril 1973 étaient respectivement 14 847 voyageurs et 1 017 tonnes de marchandises.

La C.G.T.E. a transporté, en avril, 5 884 milliers de voyageurs contre 5 746 en avril 1973.

En avril, 11 248 avions ont décollé ou atterri à l'aéroport de Cointrin (avril 1973: 10 252), et 5 702 pour le trafic commercial. Le nombre de passagers, arrivés ou partis, du trafic commercial s'élève à 314 757 (avril 1973: 317 874).

Tourisme

Les établissements hôteliers ont enregistré, en mars, l'arrivée de 74 582 hôtes contre 76 619 en mars 1973 (chiffres provisoires). Ces hôtes proviennent principalement de Suisse et du Liechtenstein (13 552), de France (10 809), du Japon (7 570) et des États-Unis d'Amérique (6 898).

Le nombre des nuitées se monte à 204 086 (mars 1973: 194 853), ce qui entraîne un nombre moyen de 2,7 nuitées par hôte et un taux d'occupation des lits disponibles de 52,3 % (mars 1973: 50,2 %).

Justice et police

En avril, on a enregistré 6 214 réquisitions de poursuite (avril 1973: 4 556) et 518 réquisitions de vente contre 425 en avril 1973. Il a été prononcé 70 faillites définitives au cours du premier trimestre 1974, contre 57 un an plus tôt.

* * *

CONFÉDÉRATION

Indicateurs économiques

En avril, 2 402 logements ont été construits dans les communes de plus de 10 000 habitants (avril 1973: 2 275).

A fin avril, 64 chômeurs complets en quête d'emploi étaient inscrits auprès des offices de travail contre 88 un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires des ventes au détail dans les grands magasins marque, en février, une hausse de 7,3 % par rapport à février 1973.

La statistique du mouvement hôtelier signale, en mars, un total de 719 milliers d'arrivées et 3 002 milliers de nuitées (chiffres provisoires). Les chiffres correspondants, en mars 1973, étaient respectivement de 715 et 3 014 milliers.

Les recettes des CFF pour les voyageurs transportés au cours du premier trimestre 1974 ont été de 179,0 millions de F, contre 164,0 un an auparavant.

En décembre, 12 734 voitures neuves ont été mises en circulation (décembre 1972: 16 057) et 694 camions (décembre 1972: 969).

Finances et prix

L'indice total des actions, calculé par la Banque nationale sur la base 1966 = 100, s'établissait, à fin avril, à 150,4 en baisse de 2,5 % par rapport au mois précédent.

L'indice des prix à la consommation, calculé sur la base septembre 1966 = 100, est passé de 149,1 en mars à 148,2 en avril. Cette baisse est due principalement au secteur «Chauffage et éclairage».

De son côté, l'indice des prix de gros, calculé sur la base 1963 = 100, est passé de 151,0 en mars à 152,0 en avril. L'augmentation provient surtout des secteurs «Métaux et ouvrages en métal», «Peaux, cuirs, caoutchouc et ouvrages en matière plastique» et «Papier et ouvrages en papier».

Commerce extérieur

En avril, les importations totales de la Confédération se sont élevées à 3 711,6 millions de F (avril 1973: 2 727,4). Les exportations se chiffrent à 2 970,0 millions de F (avril 1973: 2 274,0). Il en résulte un déficit de la balance commerciale de 741,6 millions de F (avril 1973: 453,4).

MOUVEMENT DÉMOGRAPHIQUE PAR SEXE ET ORIGINE⁽¹⁾

Unité: Nombre

		GENEVOIS		CONFÉDÉRÉS		ÉTRANGERS		ENSEMBLE	
		TOTAL	dont femmes	TOTAL	dont femmes	TOTAL	dont femmes	TOTAL	dont femmes
		1	2	3	4	5	6	7	8
CANTON									
Naissances vivantes	Avril 73	65	21	123	65	173	81	361	167
	Avril 74	82	41	97	54	196	103	375	198
Décès	Avril 73	77	41	81	43	36	18	194	102
	Avril 74	96	49	102	51	28	9	226	109
Immigrés (2)	Avril 73	54	28	204	119	1 724	340	1 982	487
	Avril 74	98	64	720	442	2 998	465	3 816	971
Émigrés (2)	Avril 73	83	42	760	529	667	335	1 510	906
	Avril 74	122	68	1 014	748	951	476	2 087	1 292
Gain changement de nationalité	Avril 73	26	20	21	16	-47	-36	.	.
	Avril 74	221	108	-77	-27	-144	-81	.	.
Gain total	Avril 73	-15	-14	-493	-372	1 147	32	639	-354
	Avril 74	183	96	-376	-330	2 071	2	1 878	-232
Population résidente en fin de mois	Avril 73	.	.(4)	220 796	121 022	118 762	55 902	339 558	176 924
	Avril 74	.	.(4)	221 414	121 432	119 142	56 296	340 556	177 728
VILLE									
Naissances vivantes	Avril 73	19	5	55	32	91	41	165	78
	Avril 74	30	13	31	17	92	54	153	84
Décès	Avril 73	37	24	45	22	26	15	108	61
	Avril 74	49	25	55	28	22	7	126	60
Immigrés (3)	Avril 73	94	52	271	154	1 163	283	1 528	489
	Avril 74	175	93	594	324	2 020	376	2 789	793
Émigrés (3)	Avril 73	219	112	755	460	697	321	1 671	893
	Avril 74	217	122	848	531	902	441	1 967	1 094
Gain changement de nationalité	Avril 73	20	16	8	7	-28	-23	.	.
	Avril 74	61	33	-9	-1	-52	-32	.	.
Gain total	Avril 73	-123	-63	-466	-289	503	-35	-86	-387
	Avril 74	-	-8	-287	-219	1 136	-50	849	-277
Population résidente en fin de mois	Avril 73	.	.(4)	109 021	61 878	60 675	29 254	169 696	91 132
	Avril 74	.	.(4)	105 740	60 067	59 973	28 942	165 713	89 009

(1) Saisonniers compris.

(2) Personnes en provenance ou à destination de l'extérieur du canton.

(3) Personnes en provenance ou à destination d'une autre commune ou de l'extérieur du canton.

(4) Les chiffres de population résidente en fin de mois indiqués dans les colonnes 3 et 4 correspondent au total de la population suisse (genevois + confédérés).

MIGRATIONS EXTÉRIEURES DU CANTON, PAR PROFESSION

Totaux mensuels

Unité: Nombre

PROFESSION	IMMIGRÉS			ÉMIGRÉS			GAIN MIGRATOIRE		
	Avril	Avril 1974		Avril	Avril 1974		Avril	Avril 1974	
	1973	TOTAL	dont saisonniers	1973	TOTAL	dont saisonniers	1973	TOTAL	dont saisonniers
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Agriculteurs	—	1	.	1	1	.	-1	—	.
Industriels, artisans	—	—	.	—	1	.	—	-1	.
Entrepreneurs de transports	1	—	.	1	—	.	—	—	.
Commerce, banque, assurance	2	3	.	2	2	.	—	1	.
Hôteliers, restaurateurs	1	2	:	—	1	.	1	1	.
Entrepreneurs de services	—	1	.	1	—	.	-1	1	.
Autres indépendants	2	—	.	1	4	.	1	-4	.
Total indépendants	6	7	.	6	9	.	—	-2	.
Avocats, notaires	1	1	.	—	—	.	1	1	.
Architectes, géomètres	2	2	.	3	1	.	-1	1	.
Médecins, dentistes	2	1	.	3	6	.	-1	-5	.
Vétérinaires, spécialistes paramédicaux	2	5	.	4	7	.	-2	-2	.
Artistes, écrivains	3	5	.	4	1	.	-1	4	.
Religieux, missionnaires	2	3	.	—	4	.	2	-1	.
Autres professions libérales	—	1	.	—	—	.	—	1	.
Total professions libérales	12	18	.	14	19	.	-2	-1	.
Fonctionnaires internationaux	42	113	.	77	123	.	-35	-10	.
Professeurs, instituteurs	5	15	.	10	6	.	-5	9	.
Commis d'administration	—	—	.	—	1	.	—	-1	.
Employés des services publics	7	24	.	28	36	.	-21	-12	.
Autres fonctionnaires	—	—	.	—	—	.	—	—	.
Total fonctionnaires	54	152	.	115	166	.	-61	-14	.
Directeurs, administrateurs	6	18	.	5	18	.	1	—	.
Fondés de pouvoir, Chefs de service	6	17	.	8	14	.	-2	3	.
Ingénieurs, techniciens	7	21	.	15	17	.	-8	4	.
Juristes, experts comptables	2	10	.	2	2	.	—	8	.

MIGRATIONS EXTÉRIEURES DU CANTON, PAR PROFESSION

(suite)

Totaux mensuels

Unité: Nombre

PROFESSION	IMMIGRÉS			EMIGRÉS			GAIN MIGRATOIRE		
	Avril 1973	Avril 1974		Avril 1973	Avril 1974		Avril 1973	Avril 1974	
		TOTAL	dont saisonniers		TOTAL	dont saisonniers		TOTAL	dont saisonniers
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bibliothécaires, assistantes sociales	3	14	.	8	10	.	-5	4	.
Infirmiers, laborants	23	46	.	18	31	.	5	15	.
Interprètes, journalistes	4	3	.	5	8	.	-1	-5	.
Autres employés supérieurs	21	44	.	25	38	.	-4	6	.
Total employés supérieurs	72	173	.	86	138	.	-14	35	.
Employés de commerce	84	164	-	154	190	-	-70	-26	-
Dessinateurs, mécanographes	5	11	-	14	9	-	-9	2	-
Voyageurs, représentants	5	24	-	21	37	-	-16	-13	-
Employés d'hôtel	120	71	-	42	58	3	78	13	-3
Service de maison	64	208	-	338	505	3	-274	-297	-3
Autres employés subalternes	31	41	-	43	57	1	-12	-16	-1
Total employés subalternes	309	519	-	612	856	7	-303	-337	-7
Travailleurs agricoles	134	51	-	11	12	1	123	39	-1
Travailleurs du bois et de la construction	503	1 093	1 066	21	24	15	482	1 069	1 051
Chauffeurs, livreurs	5	9	-	6	10	2	-1	-1	-2
Travailleurs de l'industrie et des métiers	57	124	20	87	112	8	-30	12	12
Manoœuvres indéterminés	424	948	928	19	32	19	405	916	909
Autres ouvriers et manoeuvres	57	69	35	26	36	3	31	33	32
Total ouvriers et manoeuvres	1 180	2 294	2 049	170	226	48	1 010	2 068	2 001
Écoliers et étudiants	114	241	-	200	291	-	-86	-50	-
Stagiaires, apprentis	36	59	-	63	72	-	-27	-13	-
Rentiers, ménagères	194	337	-	225	284	1	-31	53	-1
Chômeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total sans activité économique	344	637	-	488	647	1	-144	-10	-1
Profession inconnue	5	16	-	19	26	-	-14	-10	-
TOTAL	1 982	3 816	2 049	1 510	2 087	56	472	1 729	1 993

ENTREPRISES INDUSTRIELLES ASSUJETTIES A LA LOI SUR LE TRAVAIL

Autorisations délivrées par l'Inspection cantonale du travail

Moyennes ou totaux mensuels

	ENTREPRISES ASSUJETTIES	HEURES SUPPLÉMENTAIRES		TRAVAIL DE NUIT		TRAVAIL DU DIMANCHE		TRAVAIL A 3 ÉQUIPES OU DAVANTAGE	
		Travailleurs	Heures	Travailleurs	Heures	Travailleurs	Heures	Travailleurs	Jours
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
1966	540	2 023	22 144	*	*	*	*	*	*
1967	537	511	22 408	8	1 280	10	236	8	251
1968	518	589	29 559	7	2 967	20	175	6	457
1969	499	636	28 971	17	5 627	16	259	5	431
1970	470	590	30 349	12	3 852	14	336	7	341
1971	460	432	30 769	16	2 033	8	78	4	376
1972	421	265	9 515	10	1 383	27	281	4	135
1973	379	306	17 585	6	1 298	6	36	6	92
1973									
Janv.	406	656	44 129	7	2 029	19	131	—	—
Fév.	405	253	4 745	17	4 621	1	6	—	—
Mars	405	353	25 350	9	3 609	—	—	—	—
Avril	400	264	15 982	—	—	—	—	—	—
Mai	386	294	8 192	2	170	18	106	—	—
Juin	386	549	18 734	11	1 442	17	94	15	150
Juיל.	381	326	24 333	1	85	9	68	18	783
Août	369	248	12 758	5	2 453	—	—	—	—
Sept.	359	313	33 141	—	—	3	30	18	93
Oct.	350	145	10 760	6	901	—	—	15	75
Nov.	350	255	12 451	12	180	—	—	—	—
Déc.	349	13	449	2	83	—	—	—	—
1974									
Janv.	348	442	30 596	4	225	—	—	—	—
Fév.	348	115	5 327	1	43	—	—	—	—
Mars	347	349	32 421	4	107	—	—	—	—
Avril	347	126	7 502	1	15	43	365	—	—
Mai									
Juin									
Juיל.									
Août									
Sept.									
Oct.									
Nov.									
Déc.									

MARCHÉ DU TRAVAIL ET ASSURANCE-CHOMAGE

Moyenne ou chiffres mensuels

	MARCHÉ DU TRAVAIL (1)			ASSURANCE-CHOMAGE				
	Offres d'emploi	Demandes d'emploi	Chômeurs complets (2)	Assurés inscrits (3)	ASSURÉS INDEMNISÉS		JOURNÉES INDEMNISÉES	
					Chômage complet	Chômage partiel	Chômage complet	Chômage partiel
1	2	3	4	5	6	7	8	
1938	306	1 296	*	35 037				
1948	139	323	176	40 746			4 879	
1958	183	404	256	53 731	264		8 235	
1963	49	72	28	55 000	40	15	652	156
1964	34	49	22	55 064	29	12	503	133
1965	25	47	27	55 328	34	7	594	70
1966	31	55	19	57 297	27	8	463	90
1967	30	60	20	62 368	36	6	472	68
1968	42	80	29	67 618	35	8	634	94
1969	33	53	17	70 682	19	5	325	58
1970	13	18	11	73 147	13	6	220	75
1971	5	14	15	74 670	16	5	299	59
1972	9	11	14	75 676	19	3	348	61
1973	3	11	12	75 486	14	2	288	33
1973								
Janv.	4	29	27		23	11	362	257
Fév.	8	15	8		25	6	451	70
Mars	2	18	10	76 407	15	—	266	—
Avril	—	6	11		12	1	200	1
Mai	3	9	9		17	1	351	1
Juin	—	2	7	75 925	10	—	227	—
Juil.	—	7	9		6	3	96	28
Août	—	6	12		14	1	329	20
Sept.	3	5	6	75 938	12	—	257	—
Oct.	2	8	7		10	1	163	13
Nov.	4	10	15		10	—	372	—
Déc.	5	13	19	75 486	18	—	387	—
1974								
Janv.	5	33	37		31	3	414	48
Fév.	—	9	22		40	4	770	18
Mars	—	4	20	75 883	26	7	755	23
Avril	—	4	18					
Mai								
Juin								
Juil.								
Août								
Sept.								
Oct.								
Nov.								
Déc.								

(1) Données enregistrées à l'Office cantonal de placement.

(2) Situation en fin de mois.

(3) Chiffres annuels: à fin septembre jusqu'en 1958, à fin décembre depuis 1963.

CHOMEURS INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE – CHOMAGE

Totaux mensuels

GROUPE PROFESSIONNEL	Mars 1973		Février 1974		Mars 1974	
	Assurés indemnisés	Indemnités journalières	Assurés indemnisés	Indemnités journalières	Assurés indemnisés	Indemnités journalières
CHOMEURS COMPLETS						
Ouvriers des denrées alimentaires, boissons et tabacs	—	—	—	—	—	—
Ouvriers des industries des terre, pierre, bâtiment et bois	—	—	—	—	1	32
Ouvriers de l'industrie textile	—	—	—	—	—	—
Ouvriers de l'habillement et du cuir	2	43	8	128	1	32
Ouvriers du papier et des arts graphiques	—	—	—	—	—	—
Ouvriers de l'industrie chimique	—	—	—	—	—	—
Ouvriers sur métaux	—	—	1	13	—	—
Ouvriers horlogers	1	24	—	—	—	—
Personnel d'hôtels et de restaurants	1	25	2	52	—	—
Employés de commerce, personnel de vente	9	138	22	455	21	644
Personnel des services de transports et de communications	—	—	1	12	1	36
Autres professions	2	36	6	110	2	11
TOTAL	15	266	40	770	26	755
CHOMEURS PARTIELS						
Ouvriers des denrées alimentaires, boissons et tabacs	—	—	—	—	—	—
Ouvriers des industries des terre, pierre, bâtiment et bois	—	—	—	—	—	—
Ouvriers de l'industrie textile	—	—	—	—	—	—
Ouvriers de l'habillement et du cuir	—	—	4	18	2	12
Ouvriers du papier et des arts graphiques	—	—	—	—	—	—
Ouvriers de l'industrie chimique	—	—	—	—	—	—
Ouvriers sur métaux	—	—	—	—	4	7
Ouvriers horlogers	—	—	—	—	—	—
Personnel d'hôtels et de restaurants	—	—	—	—	—	—
Employés de commerce, personnel de vente	—	—	—	—	—	—
Personnel des services de transports et de communications	—	—	—	—	1	4
Autres professions	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	4	18	7	23

MAIN-D'OEUVRE ÉTRANGÈRE SOUMISE AU CONTRÔLE DU TRAVAIL ⁽¹⁾, EN AVRIL 1974

Situation en fin de mois

Unité: Nombre

GROUPE PROFESSIONNEL	HOMMES			FEMMES			TOTAL		
	Frontaliers (2)	Permis annuels, saisonniers	Total	Frontaliers (2)	Permis annuels, saisonniers	Total	Frontaliers (2)	Permis annuels, saisonniers	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Agriculteurs, horticulteurs	132	822	954	8	79	87	140	901	1 041
Alimentation, boissons, tabacs	660	281	941	199	331	530	859	612	1 471
Industries textiles	16	15	31	—	1	1	16	16	32
Habillement	24	73	97	172	352	524	196	425	621
Professions du cuir et du caoutchouc	11	14	25	21	39	60	32	53	85
Industrie du papier	77	77	154	80	118	198	157	195	352
Arts graphiques	457	208	665	77	24	101	534	232	766
Industrie chimique et produits synthétiques	196	68	264	205	91	296	401	159	560
Industrie des métaux et électrotechnique	3 519	2 710	6 229	242	519	761	3 761	3 229	6 990
Horlogerie et bijouterie	308	145	453	284	309	593	592	454	1 046
Industrie de terre, pierre et verre	168	260	428	12	11	23	180	271	451
Industrie du bois, aménagement intérieurs	608	511	1 119	69	49	118	677	560	1 237
Bâtiment, construction	1 415	4 340	5 755	—	—	—	1 415	4 340	5 755
Transports et communications	496	525	1 021	27	19	46	523	544	1 067
Industrie hôtelière et établissements divers	635	2 328	2 963	526	2 531	3 057	1 161	4 859	6 020
Service de maison	20	423	443	205	1 171	1 376	225	1 594	1 819
Professions du commerce et bureaux	2 310	1 402	4 712	6 974	2 241	9 215	9 284	4 643	13 927
Personnel technique	952	924	1 876	80	81	161	1 032	1 005	2 037
Hygiène et médecine	145	665	810	509	1 762	2 271	654	2 427	3 081
Professions des sciences et des arts	197	932	1 129	194	703	897	391	1 635	2 026
Autres professions ⁽³⁾	1 619	1 737	3 356	105	413	518	1 724	2 150	3 874
TOTAL	13 965	19 460	33 425	9 989	10 844	20 833	23 954	30 304	54 258

(1) Enregistrés à l'Office cantonal de placement, dès l'octroi de l'autorisation. Les fonctionnaires internationaux, les indépendants et les étrangers au bénéfice d'un permis d'établissement ne sont pas astreints au contrôle.

(2) Frontaliers: uniquement les étrangers, les Suisses n'étant pas soumis au contrôle.

(3) Chauffeurs de chaudières, machinistes, garçons de course, service de nettoyage.

CONSTRUCTIONS PROJÉTÉES DANS LE CANTON⁽¹⁾

Totaux mensuels ou annuels

Unité: Nombre

	REQUETES DÉPOSÉES					AUTORISATIONS DÉLIVRÉES				
	BATIMENTS SANS LOGEMENTS (2)	BATIMENTS AVEC LOGEMENTS				BATIMENTS SANS LOGEMENTS (2)	BATIMENTS AVEC LOGEMENTS			
		TOTAL	dont villas (3)	nombre de logements (2)	nombre de pièces (4)		TOTAL	dont villas (3)	nombre de logements (2)	nombre de pièces (4)
1938	*	*	*	*	*	28	156	103	939	3 163
1946	*	*	*	*	*	45	54	43	116	501
1953	*	*	*	*	*	35	312	167	2 699	8 662
1966	44	290	206	2 390	9 580	49	341	172	3 730	13 992
1967	46	376	262	2 690	9 518	54	321	195	2 797	10 075
1968	49	546	357	5 096	19 840	62	449	288	3 905	14 803
1969	70	824	542	7 129	27 884	55	747	468	6 600	25 935
1970	56	788	555	6 461	26 376	60	805	567	6 303	25 980
1971	60	732	436	6 419	25 233	59	681	377	6 567	26 361
1972	55	789	583	5 276	22 978	64	568	404	3 619	14 676
1973	57	715	510	5 183	20 607	55	708	484	5 468	23 242
1974										
Janv.	6	49	43	257	1 040	2	71	50	691	3 197
Fév.	4	50	34	463	1 932	8	48	40	159	704
Mars	4	56	41	421	1 758	2	33	28	166	748
Avril	3	64	40	736	2 788	3	59	54	183	839
Mai	5	70	57	309	1 423	3	15	13	83	293
Juin	2	38	7	659	2 792	5	148	99	1 006	4 551
Juil.	3	31	8	240	1 045	7	53	12	821	3 114
Août	9	61	50	354	1 188	9	45	31	410	1 533
Sept.	8	72	68	131	746	2	61	45	342	1 606
Oct.	1	43	24	470	1 501	6	51	29	1 000	4 359
Nov.	5	106	88	268	1 138	5	76	55	358	1 239
Déc.	7	75	50	875	3 256	3	48	28	249	1 059
1974										
Janv.	1	28	16	155	611	4	74	46	459	1 902
Fév.	4	20	14	82	360	2	14	4	134	561
Mars	2	30	26	120	503	3	52	41	272	1 006
Avril	4	34	25	279	1 007	2	19	8	331	1 174
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										

(1) Ne concerne que les bâtiments principaux, à savoir: bâtiments à un logement; bâtiments à plusieurs logements; bâtiments mixtes; bâtiments avec logements de service; bâtiments administratifs; bâtiments à usage d'entreprise de transports; écoles; églises; bibliothèques; maisons de paroisse; hôpitaux, cliniques; bâtiments à usage de banques; bureaux; magasins; hôtels; pensions; théâtres; fabriques; ateliers.

(2) Les bâtiments avec logements de service sont comptés sous col. 1 et 6; les logements correspondants sous col. 4 et 9.

(3) Par villas, on entend les bâtiments à un logement. (4) Cuisines comprises.

COMPTAGES AUTOMATIQUES DE LA CIRCULATION ROUTIERE⁽¹⁾, PAR POSTE DE COMPTAGE⁽²⁾

Moyennes annuelles ou mensuelles

Unité: Véhicule

	PONTS									Route Blanche (4)	Route de Thonon (3) (5)	Route de Suisse (3)	Autoroute (6)	Route de Saint- Julien (3) (4)
	Mont- Blanc	Ile	Coulouvre- nière	Sous- Terre	Butin	Roseaie	Carouge	Acacias	Saint- Georges					
	1	2	3	4	5	6	7	8	9						10	11	12	13	14
1973	74 245	*	45 507	17 419	36 760	*	*	44 256	31 111	3 106	*	*	25 019	*
1973														
Janvier	70 507	*	44 905	15 967	31 832	*	*	45 404	*	*	*	*	19 755	*
Février	69 856	*	47 741	17 091	34 011	*	*	47 249	*	*	*	*	21 394	*
Mars	73 668	*	49 855	16 849	37 236	*	*	49 950	34 266	*	*	*	26 213	*
Avril	73 692	*	47 372	17 704	35 768	*	*	47 011	33 800	*	*	*	25 497	*
Mai	78 919	*	46 519	18 796	38 203	*	*	49 703	35 182	*	*	*	25 021	*
Juin	80 206	*	46 794	18 913	39 783	*	*	*	35 128	*	*	*	27 633	*
Juillet	73 402	*	39 453	14 376	34 854	*	*	*	29 043	*	*	*	28 906	*
Août	74 356	*	37 778	15 123	35 834	*	*	*	29 851	*	*	*	30 093	*
Septembre	74 576	*	39 934	17 379	37 950	*	*	*	32 459	*	*	*	28 261	*
Octobre	74 294	*	48 593	19 186	39 251	*	*	*	35 271	3 117	*	*	25 164	*
Novembre	73 562	*	49 262	19 041	38 793	*	*	*	*	*	*	*	22 278	*
Décembre	73 908	*	47 885	18 615	37 617	*	*	*	*	3 097	*	*	20 037	*
1974														
Janvier	67 836	*	43 249	17 129	34 831	11 556	*	*	*	3 585	*	*	20 670	*
Février	72 654	*	44 586	17 536	36 531	11 958	*	*	33 864	4 444	*	*	21 553	*
Mars	74 920	27 154	45 676	18 021	39 122	12 638	11 775	45 321	34 923	4 710	*	*	25 405	*
Avril	74 200	27 084	44 787	18 288	39 932	12 951	11 966	46 520	34 929	4 472	*	*	24 789	*
Mai														
Juin														
Juillet														
Août														
Septembre														
Octobre														
Novembre														
Décembre														

(1) Moyennes annuelles ou mensuelles des comptages de 24 heures de tous les jours de la semaine. (2) Total toutes directions. (3) Mise en service prévue dans le courant de 1974. (4) A la hauteur du poste douanier. (5) A la hauteur du pavillon de Ruth. (6) Trafic global de l'échangeur du Vengeron.

AÉROPORT DE COINTRIN – PASSAGERS

Moyennes ou totaux mensuels

	TRAFIC COMMERCIAL						TRAFIC NON COMMERCIAL	
	TOTAL			DONT TRAFIC RÉGULIER			TOTAL	dont trafic privé et de sport
	TOTAL (1)	dont compagnies suisses	dont trafic local (2)	TOTAL	dont Swissair	dont trafic local (2)		
	Nombre de passagers							
1	2	3	4	5	6	7	8	
1964	110 219	59 592	97 393	106 110	57 146	94 120	1 094	1 027
1965	122 765	67 095	106 334	118 574	64 583	103 373	1 087	1 242
1966	136 939	72 989	120 132	132 254	70 116	116 433	1 621	1 541
1967	153 548	83 267	138 150	148 185	80 399	133 697	1 826	1 799
1968	171 931	98 784	154 738	164 948	96 723	148 488	1 164	1 146
1969	205 891	120 878	185 782	194 937	116 166	175 754	2 166	2 113
1970	229 386	130 455	203 510	212 907	123 589	187 896	2 231	2 148
1971	256 273	152 391	228 473	232 949	140 909	206 968	2 309	2 200
1972	278 032	161 553	245 122	250 853	146 938	221 224	2 033	1 925
1973	308 825	176 691	270 965	274 298	161 659	240 239	1 891	1 786
1974								
Janv.	261 547	139 733	230 085	230 254	129 974	202 699	1 008	965
Fév.	242 897	126 518	215 991	206 757	119 954	182 863	1 171	1 095
Mars	297 860	175 495	263 247	262 275	165 823	230 452	2 121	2 074
Avril	317 874	182 413	281 477	279 773	164 598	247 842	2 096	1 976
Mai	323 733	190 593	289 561	293 670	176 130	262 808	2 595	2 495
Juin	333 218	191 111	292 892	297 702	173 183	262 210	2 387	2 288
Juil.	378 142	215 175	327 953	327 143	186 255	282 304	2 366	2 207
Août	362 039	206 374	309 807	311 760	178 476	266 559	2 568	2 264
Sept.	378 313	217 764	329 398	336 384	195 668	292 680	2 370	2 269
Oct.	320 821	187 707	282 764	293 381	177 236	257 734	1 722	1 600
Nov.	224 519	133 078	197 888	214 091	129 062	188 473	1 282	1 246
Déc.	264 938	154 332	230 517	238 387	143 544	206 241	1 008	953
1974								
Janv.	267 301	154 467	235 927	236 253	146 177	206 199	1 138	1 066
Fév.	257 946	146 315	227 076	228 394	140 403	199 350	1 527	1 403
Mars	314 364	177 562	276 331	275 458	170 789	239 431	2 366	2 163
Avril	314 757	191 576	274 714	284 616	180 940	245 937	2 460	2 275
Mai								
Juin								
Juil.								
Août								
Sept.								
Oct.								
Nov.								
Déc.								

(1) Y compris les passagers en transit direct (passagers qui ne quittent pas l'aéroport et repartent avec le même appareil) qui ne sont comptés qu'une fois.

(2) Passagers arrivant ou partant de Genève, à l'exclusion des passagers en transit direct.

EQUIPEMENT ET TRAFIC HOTELIERS DU CANTON

Moyennes ou chiffres mensuels

	ETABLISSEMENTS		LITS DISPONI- BLES D'HOTES	TRAFIC				TAUX (1)
	TOTAL	dont ouverts		ARRIVÉES		NUITÉES		D'OCCUPA- TION des lits disponibles
			TOTAL	dont étrangers	TOTAL	dont étrangers		
	Nombre							
1	2	3	4	5	6	7	8	
1958	161	*	6 261	40 376	30 015	135 260	96 429	71,0
1964	166	162	9 429	53 937	44 527	170 427	129 823	58,8
1965	167	164	10 014	54 960	45 654	157 861	119 877	51,8
1966	172	168	10 354	69 780	51 215	169 340	132 197	53,8
1967	170	167	10 538	66 332	56 162	178 822	143 052	55,8
1968	170	165	10 631	70 042	59 595	184 350	149 020	56,8
1969	176	171	11 078	75 228	64 680	206 384	168 418	61,2
1970	175	172	11 507	79 368	69 075	220 675	179 531	63,0
1971	177	171	11 558	79 718	70 091	220 561	183 546	62,7
1972	175	171	12 159	81 215	71 480	206 802	174 121	55,8
1973	177	171	12 492	80 296	71 070	206 695	176 177	54,4
1973								
Janv.	177	166	12 128	54 850	47 679	139 630	111 437	37,1
Fév.	177	169	12 364	55 454	48 228	138 681	111 552	40,1
Mars	177	173	12 510	76 619	61 702	194 853	148 259	50,2
Avril	177	173	12 637	78 432	70 153	190 232	161 562	50,2
Mai	177	175	12 671	90 740	81 504	237 913	206 543	60,6
Juin	177	175	12 658	94 206	83 373	256 479	224 760	67,5
Juil.	176	174	12 569	102 908	94 635	254 003	226 285	65,2
Août	176	174	12 521	112 891	104 868	266 348	238 862	68,6
Sept.	177	174	12 737	102 076	92 687	254 374	225 878	66,6
Oct.	177	169	12 499	84 036	73 296	223 291	191 244	57,6
Nov.	177	165	12 411	64 477	54 908	188 680	157 393	50,7
Déc.	177	162	12 199	46 864	39 811	135 858	110 354	35,9
1974								
Janv.	178	162	12 287	56 136	46 631	150 742	115 591	39,6
Fév.	178	168	12 556	51 997	44 517	149 924	118 968	42,6
Mars	178	168	12 582	74 582	61 030	204 086	158 446	52,3
Avril								
Mai								
Juin								
Juil.								
Août								
Sept.								
Oct.								
Nov.								
Déc.								

(1) Taux d'occupation des lits disponibles = 100 nuitées / nombre moyen de lits disponibles, nombre de jours de la période.

TRAFIC HOTELIER DU CANTON, SELON LE PAYS DE DOMICILE DES HOTES

Totaux mensuels

Unité: Nombre

PAYS DE DOMICILE	ARRIVÉES			NUITÉES		
	Mars 73	Fév. 74	Mars 74	Mars 73	Fév. 74	Mars 74
Allemagne (RFA)	5 473	2 474	4 675	13 937	6 986	11 828
Allemagne (RDA)	—	135	40	—	244	106
France	11 802	9 592	10 809	24 616	18 119	20 041
Italie	6 567	4 483	5 913	13 840	9 899	12 748
Autriche	782	422	885	2 195	1 078	1 997
Grande-Bretagne	4 666	3 051	4 305	11 491	9 727	12 642
Irlande (République)	—	64	124	—	339	629
Pays-Bas	982	867	1 101	2 700	2 251	2 885
Belgique	1 460	1 192	1 313	3 744	2 967	3 323
Luxembourg	84	69	57	253	142	123
Danemark	298	257	374	1 320	1 159	1 545
Suède	1 152	796	1 099	2 856	2 512	3 413
Norvège	188	245	345	729	1 096	1 302
Finlande	248	162	256	933	841	1 297
Espagne	2 334	1 843	2 577	5 569	4 148	5 947
Portugal	668	428	529	1 479	960	1 298
Yougoslavie	234	254	407	659	1 214	1 526
Grèce	913	740	1 006	2 478	2 055	3 372
Turquie	600	937	695	1 728	2 706	1 944
Union soviétique	125	167	294	1 048	2 946	3 257
Autres pays d'Europe	386	526	651	1 878	3 380	4 204
Total Europe	38 962	28 704	37 455	93 453	74 769	95 427
États-Unis d'Amérique	8 823	4 853	6 898	21 469	13 715	19 992
Canada	1 793	814	1 318	3 559	2 426	3 742
Mexique	257	168	167	966	657	699
Brésil	656	1 175	709	2 015	3 142	1 967
Argentine	273	463	328	613	1 154	1 328
Autres pays d'Amérique	390	520	493	1 674	1 801	2 210
Total Amérique	12 192	7 993	9 913	30 296	22 895	29 938
Égypte (République Arabe)	321	279	320	1 284	1 229	1 170
Autres pays d'Afrique du Nord	1 044	1 060	1 272	2 577	2 559	3 353
République d'Afrique du Sud	255	217	327	671	638	1 061
Autres pays d'Afrique	678	636	732	2 549	2 488	2 922
Total Afrique	2 298	2 192	2 651	7 081	6 914	8 506
Israël	424	308	447	1 463	925	1 226
Inde	514	271	379	1 599	906	1 432
Pakistan	—	96	163	—	378	620
Japon	5 124	2 998	7 570	8 308	5 265	12 116
Autres pays d'Asie	1 792	1 466	1 925	5 112	4 954	6 638
Total Asie	7 854	5 139	10 484	16 482	12 428	22 032
Australie, Océanie	396	489	527	947	1 962	2 543
Total Étranger	61 702	44 517	61 030	148 259	118 960	158 446
Suisse, Liechtenstein	14 917	7 480	13 552	46 594	30 956	45 640
TOTAL GÉNÉRAL	76 619	51 997	74 582	194 853	149 924	204 086

POURSUITES ET FAILLITES DANS LE CANTON

Moyennes ou totaux mensuels

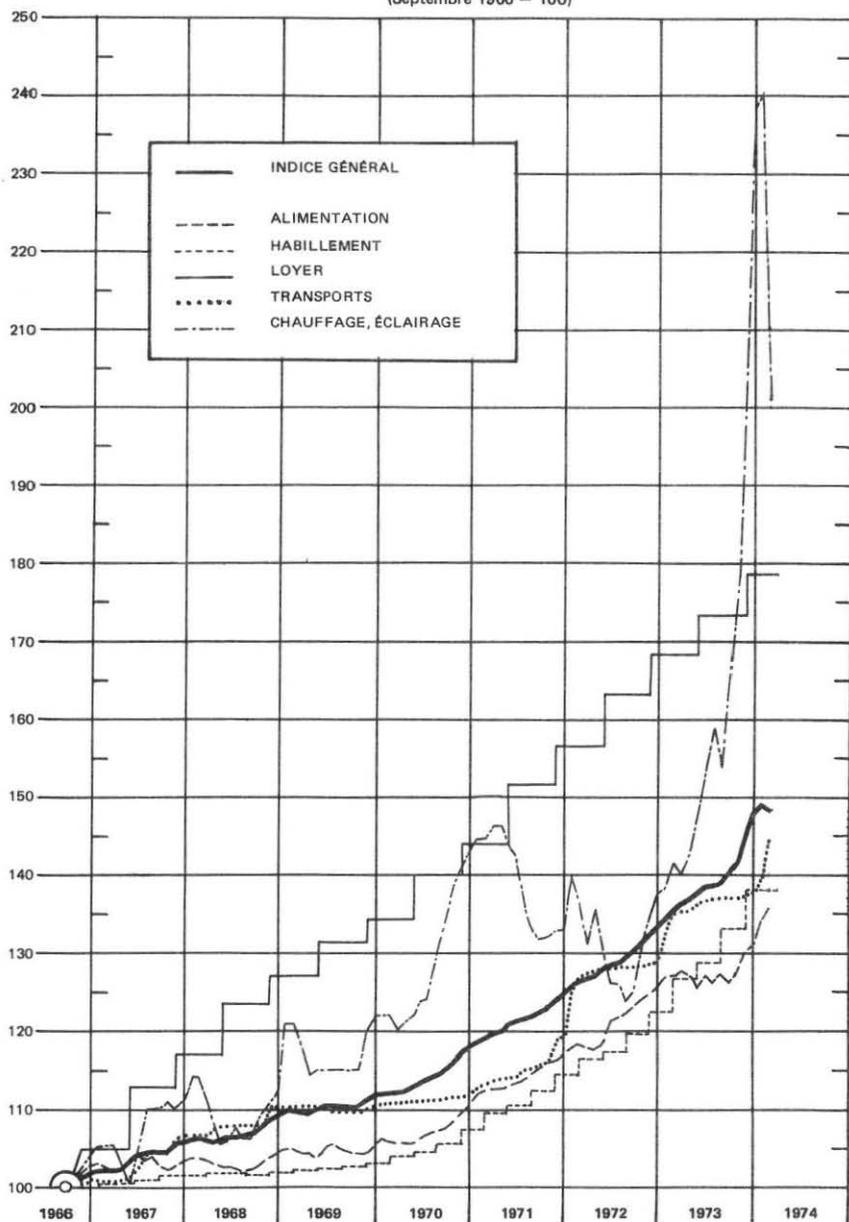
Unité: Nombre

	RÉQUISITIONS DE				SEQUESTRES	FAILLITES DÉFINITIVES (1)
	Poursuite	Continuer la poursuite	Prise d'inventaire	Vente		
	1	2	3	4			5	6
1938	5 419	3 113	265	922	27	46
1948	5 965	3 397	171	692	27	47
1965	6 595	3 543	130	587	21	49
1966	6 420	3 545	140	618	20	46
1967	6 942	3 640	190	664	18	53
1968	6 594	3 843	206	727	19	60
1969	6 734	3 708	174	691	18	57
1970	7 021	3 860	148	685	28	71
1971	6 852	3 590	156	605	28	60
1972	6 897	3 703	162	597	31	53
1973	6 612	3 554	160	571	24	64
1974						
1973						
Janv.	6 382	2 837	138	859	5	
Fév.	5 734	3 543	135	392	27	57
Mars	7 027	4 338	194	685	24	
Avril	4 556	2 929	131	425	20	
Mai	10 245	3 205	154	582	27	58
Juin	5 598	3 308	141	561	28	
Juil.	8 543	3 685	172	418	20	
Août	6 185	4 900	148	582	35	71
Sept.	5 238	2 783	176	508	16	
Oct.	7 998	3 983	214	822	37	
Nov.	7 727	4 584	196	605	23	70
Déc.	4 112	2 547	121	418	22	
1974						
Janv.	7 019	2 958	166	769	27	
Fév.	10 159	3 829	182	557	28	70
Mars	6 547	3 982	192	633	29	
Avril	6 214	3 029	183	518	27	
Mai						
Juin						
Juil.						
Août						
Sept.						
Oct.						
Nov.						
Déc.						
1975						
Janv.						
Fév.						

(1) Moyenne trimestrielle ou trimestre.

ÉVOLUTION DE L'INDICE GENEVOIS DES PRIX A LA CONSOMMATION, DEPUIS 1966

(Septembre 1966 = 100)



INDICE GENEVOIS DES PRIX A LA CONSOMMATION

(Septembre 1966 = 100)

Moyennes ou chiffres mensuels

	Indice général	Alimentation	Boissons et Tabacs	Habillement	Loyer	Chauffage et éclairage	Aménagement du logement	Transports	Santé et soins personnels	Instruction et divertissements
Pondération	100 %	31 %	5 %	13 %	17 %	6 %	7 %	9 %	7 %	5 %
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1967	103,9	103,0	101,8	101,0	111,3	107,2	100,4	103,2	100,2	100,5
1968	106,9	103,1	104,9	101,6	122,0	109,3	99,8	107,9	103,5	104,4
1969	110,3	104,7	106,0	102,4	130,4	117,1	99,7	110,1	110,5	108,8
1970	114,1	107,1	108,0	104,8	138,8	128,4	102,1	111,1	113,0	110,9
1971	121,3	114,0	113,2	110,7	150,0	139,0	106,6	115,0	121,3	114,4
1972	128,9	121,1	123,0	117,7	162,0	131,4	111,5	127,7	130,8	121,4
1973	139,2	127,6	131,1	129,1	172,6	163,9	117,8	136,1	143,4	133,4
1974										
Janv.	134,5	127,1	124,0	122,5	168,4	138,3	113,3	133,6	138,1	128,5
Fév.	135,4	127,1	129,5	122,5	168,4	141,8	113,3	135,4	138,1	132,7
Mars	136,4	127,6	129,5	126,8	168,4	140,1	116,3	135,3	141,7	132,7
Avril	136,7	127,1	129,5	126,8	168,4	142,9	117,8	135,3	144,3	132,6
Mai	137,6	125,7	130,9	126,8	173,3	148,4	117,8	136,2	144,3	133,2
Juin	138,6	127,0	130,9	128,8	173,3	153,1	117,8	136,4	144,3	133,2
Juil.	138,7	126,3	130,9	128,8	173,3	158,9	117,8	136,6	144,3	133,2
Août	138,9	127,2	133,5	128,8	173,3	153,9	117,8	136,7	144,3	134,8
Sept.	140,1	126,3	133,5	133,1	173,3	165,3	120,2	136,5	145,3	134,8
Oct.	141,4	127,9	133,5	133,1	173,3	177,7	120,4	136,6	145,3	134,7
Nov.	144,8	130,1	133,9	133,1	178,6	207,4	120,4	137,3	145,3	135,0
Déc.	147,8	131,2	133,9	138,2	178,6	238,6	120,4	137,8	145,3	135,0
1974										
Janv.	149,1	133,8	133,9	138,2	178,6	240,7	120,4	140,0	148,0	135,0
Fév.	148,1	135,7	137,3	138,2	178,6	200,9	120,4	144,5	148,0	139,1
Mars	149,0	135,1	137,3	142,4	178,6	196,6	123,9	147,9	151,7	139,1
Avril	148,6	134,7	137,3	142,4	178,6	184,1	125,7	148,3	156,4	139,2
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										

INDICE SUISSE DES PRIX A LA CONSOMMATION

(Septembre 1966 = 100)

Moyennes ou chiffres mensuels

	Indice général	Alimentation	Poissons et tabacs	Habillement	Loyer	Chauffage et éclairage	Aménagement du logement	Transports	Santé et soins personnels	Instruction et divertissements
Pondération	100 %	31 %	5 %	13 %	17 %	6 %	7 %	9 %	7 %	5 %
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1967	103,6	103,4	101,8	101,5	107,5	108,5	100,5	103,5	101,8	100,8
1968	106,1	103,4	103,9	101,9	115,5	111,3	100,1	108,7	105,0	103,3
1969	108,8	105,2	105,7	102,5	122,8	112,2	99,8	111,7	108,6	106,0
1970	112,7	107,8	107,6	105,1	130,8	124,1	102,3	112,9	111,6	108,6
1971	120,1	114,8	112,9	111,3	142,0	136,1	107,3	117,2	119,9	113,3
1972	128,1	122,2	122,3	120,0	154,0	132,5	112,8	126,9	131,0	118,6
1973	139,3	129,6	131,5	132,3	164,1	171,0	119,8	136,5	143,0	130,9
1973										
Janv.	134,0	128,3	124,4	125,9	159,6	143,5	114,8	133,8	136,5	124,9
Fév.	134,9	128,7	129,4	125,9	159,6	146,3	114,8	135,3	136,5	130,7
Mars	136,0	129,1	129,4	130,5	159,6	144,3	118,3	135,4	139,2	130,7
Avril	136,3	128,9	129,4	130,5	159,6	142,8	120,1	135,6	143,1	130,6
Mai	137,3	127,5	130,6	130,5	164,9	150,2	120,1	136,5	143,1	131,2
Juin	138,3	128,3	130,6	132,2	164,9	157,8	120,1	136,7	143,1	131,2
Juil.	138,5	128,4	130,6	132,2	164,9	161,5	120,1	136,9	143,1	131,2
Août	139,0	129,6	134,5	132,2	164,9	159,0	120,1	136,9	143,1	131,9
Sept.	140,2	129,0	134,5	136,3	164,9	167,4	122,0	136,8	146,5	131,9
Oct.	143,1	130,7	134,5	136,3	164,9	204,0	122,2	137,4	147,4	131,9
Nov.	146,1	132,6	134,9	136,3	170,5	226,8	122,2	138,1	147,4	132,2
Déc.	148,3	134,2	134,9	139,1	170,5	248,8	122,2	138,8	147,4	132,2
1974										
Janv.	149,5	137,3	134,9	139,1	170,5	244,7	122,2	141,4	150,2	132,2
Fév.	148,4	138,6	137,7	139,1	170,5	207,9	122,2	145,3	150,2	136,6
Mars	149,1	137,4	137,7	143,4	170,5	202,0	126,6	149,5	152,8	136,6
Avril	148,2	137,0	137,7	143,4	170,5	184,0	128,6	149,8	154,9	136,7
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										

N.B. Pour calculer l'indice général sur l'ancienne base août = 100, il faut multiplier l'indice sur la base septembre 1966 = 100 par 225,9, valeur de l'ancien indice à fin septembre 1966 et diviser par 100.

INDICE GENEVOIS DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR SOUS-GROUPE DE DÉPENSES

(Septembre 1966 = 100)

SOUS-GROUPE DE DÉPENSES	1973	1974			
	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
INDICE GENERAL (100 %)	136,7	149,1	148,1	149,0	148,6
ALIMENTATION (31 %)	127,1	133,8	135,7	135,1	134,7
Lait et produits laitiers	126,1	121,0	121,2	121,8	122,2
Lait	125,2	125,6	125,6	125,6	125,6
Beurre	102,0	100,8	100,8	100,4	100,4
Fromage	142,5	142,1	141,9	144,6	146,4
Autres produits laitiers	117,7	114,6	116,4	118,0	118,0
Oeufs	100,4	135,9	133,5	129,4	122,3
Viande et charcuterie	128,9	132,4	135,5	136,5	136,6
Viande et conserves de viande	124,9	131,2	132,7	133,2	133,6
Charcuterie	136,4	134,7	140,7	142,6	142,3
Graisse et huile comestibles	119,8	122,8	124,2	126,8	130,3
Pain, petite boulangerie et autres produits de céréales	127,6	142,1	147,2	147,9	148,4
Pommes de terre	132,1	128,2	132,1	134,6	137,2
Légumes	154,9	167,0	161,1	158,9	150,9
Fruits	133,6	143,5	146,0	134,2	131,0
Conserves de légumes et fruits	114,1	117,0	120,0	120,0	120,2
Sucre	159,0	164,0	179,6	185,8	195,5
Denrées aliment. à base de cacao et chocolat	108,6	109,7	112,8	112,7	115,4
Café en poudre	108,4	113,8	115,2	114,3	113,3
Repas pris au restaurant	137,7	155,4	155,4	155,4	155,4
BOISSONS ET TABACS (5 %)	129,5	133,9	137,3	137,3	137,3
Boissons alcooliques	148,1	152,1	156,1	156,1	156,1
Vin	149,8	155,5	163,0	163,0	163,0
Bière	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3
Autres boissons alcooliques	142,2	153,3	159,0	159,0	159,0
Boissons sans alcool	124,1	130,8	136,9	136,9	136,9
Produits du tabac	115,6	118,4	118,9	118,9	118,9
HABILLEMENT (13 %)	126,8	138,2	138,2	142,4	142,4
Vêtements	126,6	140,3	140,3	144,2	144,2
Vêtements pour hommes	133,7	146,1	146,1	152,7	152,7
Vêtements pour dames	119,5	134,4	134,4	135,7	135,7
Étoffes pour vêtements de dames	121,0	130,8	130,8	137,6	137,6
Laine à tricoter	110,2	121,0	121,0	125,6	125,6
Lingerie	115,1	122,3	122,3	128,2	128,2
Lingerie pour hommes	116,5	123,6	123,6	130,7	130,7
Lingerie pour dames	113,8	121,1	121,1	126,0	126,0
Chaussures	142,8	152,1	152,1	155,0	155,0
Réparations de chaussures	135,1	151,9	151,9	153,8	153,8

INDICE GENEVOIS DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR SOUS-GROUPE DE DÉPENSES

(Septembre 1966 = 100)
(Suite)

SOUS-GROUPE DE DÉPENSES	1973	1974			
	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
LOYER (17 %)	168,4	178,6	178,6	178,6	178,6
CHAUFFAGE ET ÉCLAIRAGE (6 %)	142,9	240,7	200,9	196,6	184,1
Combustibles solides	158,4	171,4	176,2	175,2	175,2
Combustibles liquides	145,6	409,3	295,8	284,4	249,8
Gaz	122,6	122,6	122,6	122,6	122,6
Électricité	135,5	135,5	135,5	135,5	135,5
AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DU LOGEMENT (7 %)	117,8	120,4	120,4	123,9	125,7
Aménagement du logement	120,1	122,6	122,6	126,9	129,5
Meubles	132,7	134,1	134,1	134,1	143,4
Linge de ménage, tapis, rideaux	121,4	126,4	126,4	135,2	135,2
Machines et appareils de ménage électriques	106,2	107,0	107,0	110,9	110,9
Articles de ménage	119,8	123,1	123,1	127,7	127,7
Entretien du logement	112,4	114,9	114,9	116,5	116,5
Ustensiles de nettoyage	113,3	115,7	115,7	118,6	118,6
Produits de nettoyage	110,7	112,5	112,5	113,4	113,4
Travaux des établissements de blanchissage	118,2	123,8	123,8	127,5	127,5
TRANSPORTS (9 %)	135,3	140,0	144,5	147,9	148,3
Transports publics	140,9	140,9	148,1	148,1	148,1
Chemin de fer	131,0	131,0	148,0	148,0	148,0
Tramway	135,2	135,2	135,2	135,2	135,2
Poste et téléphone	156,8	156,8	156,8	156,8	156,8
Transports individuels	129,3	139,0	140,5	147,7	148,5
Assurance-responsabilité civile sur les voitures particulières	128,1	128,1	128,1	128,1	128,1
Impôt de circulation sur les voitures particulières	128,6	128,6	128,6	128,6	128,6
Entretien et exploitation des voitures particulières	132,0	145,5	148,0	159,4	160,7
Motocyclettes et bicuclettes	119,0	127,8	127,8	127,8	127,8
SANTÉ ET SOINS PERSONNELS (7 %)	144,3	148,0	148,0	151,7	156,4
Soins personnels	132,0	134,1	134,1	142,8	142,8
Articles de toilette	112,1	113,0	113,0	115,7	115,7
Travaux de coiffure	151,9	155,1	155,1	169,8	169,8
Santé	150,9	155,5	155,5	156,5	163,8
Travaux des dentistes	156,9	170,5	170,5	170,5	171,5
Travaux des médecins	165,0	165,0	165,0	165,0	183,1
Matériel sanitaire et médicaments	127,3	128,5	128,5	131,9	131,9
INSTRUCTION ET DIVERTISSEMENT (5 %)	132,6	135,0	139,1	139,1	139,2
Journaux, revues, livres	145,6	151,1	157,4	157,4	157,4
Articles de papeterie	113,6	115,3	122,2	122,2	122,2
Radio et télévision	119,0	119,0	119,2	119,2	119,6
Articles photographiques	99,8	98,5	101,9	101,9	101,9
Représentations cinématographiques	188,2	188,2	191,4	191,4	191,4
Manifestations sportives	166,3	166,3	166,3	166,3	166,3

INDICE GENEVOIS DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR GENRE DE BIENS
(Septembre 1966 = 100)

BIENS	1973				1974
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars
INDICE GÉNÉRAL (100,000 %)	136,4	138,6	140,1	147,8	149,0
MARCHANDISES (65,848 %)	126,9	127,8	130,0	140,0	140,6
Marchandises non durables (60,300 %)	128,0	128,7	131,1	142,0	142,5
Alimentation, boissons et tabacs	127,2	126,2	126,1	130,2	134,3
Habillement et textile	126,0	127,4	132,0	136,7	141,4
Savons, lessives, cosmétiques et articles pharmaceutiques	116,3	116,3	119,0	119,0	120,4
Autres marchandises non durables	137,8	143,1	151,4	198,5	179,8
Charbon	160,3	163,1	163,5	164,0	177,7
Huile de chauffage	154,3	172,5	205,9	409,3	284,4
Benzine	126,0	128,8	127,6	134,6	165,3
Journaux, revues, livres	145,6	147,1	150,3	151,1	157,4
Articles de papaterie	113,6	113,6	115,3	115,3	122,2
Articles divers	113,6	113,6	114,7	114,7	116,9
Marchandises durables (5,548 %)	114,7	117,5	118,2	118,5	120,2
Appareils de ménage	104,4	104,2	104,7	104,6	107,0
Appareils frigorifiques	88,4	88,4	89,0	89,0	94,4
Machines à laver	107,2	107,2	107,6	107,6	111,3
Articles de ménage divers	112,7	112,7	113,8	113,8	117,2
Séchoirs à cheveux	110,4	110,4	109,8	109,8	112,0
Rasoirs de sûreté	98,5	98,5	100,3	100,3	101,8
Appareils de radio	100,1	99,3	99,3	99,5	99,5
Appareils de télévision	102,3	101,8	101,8	101,1	101,1
Autres appareils de ménage et aménagement.	124,8	129,8	131,5	131,9	133,5
Meubles	125,2	132,7	133,4	134,1	134,1
Ustensiles de cuisine	116,3	116,3	118,6	118,6	123,3
Vaisselle et couverts	131,6	131,6	136,5	136,5	141,5
Véhicules et accessoires (s/ automobiles)	118,1	123,4	122,7	123,5	123,9
SERVICES (34,152 %)	154,9	159,7	159,9	163,0	165,3
Loyers (17,000 %)	168,4	173,3	173,3	178,6	178,6
Autres services (17,152 %)	141,5	146,2	146,6	147,5	152,1
Pour le ménage	120,3	133,2	133,8	133,8	134,5
Pour les transports	141,4	141,4	141,7	141,7	148,1
Pour la santé et soins personnels	154,7	158,7	159,6	159,6	168,1
Repas et boissons pris au restaurant	137,3	145,8	145,8	151,6	151,6
Autres services	165,2	165,2	165,4	165,4	166,9
Taxes de concession radio	181,8	181,8	181,8	181,8	181,8
Taxes de concession TV	142,9	142,9	142,9	142,9	142,9
Représentation cinématographiques	188,2	188,2	188,2	188,2	191,4
Manifestations sportives	166,3	166,3	166,3	166,3	166,3
Développement-copies et agrand. de films	112,5	112,5	114,8	114,8	126,6

MOYENNE DES PRIX DE VENTE LES PLUS FRÉQUENTS RELEVÉS DANS LES MAGASINS INDÉPENDANTS
DE 36 COMMUNES SUISSES DONT GENEVE, POUR CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES

ARTICLE	GENEVE			SUISSE		
	Avril 73	Mars 74	Avril 74	Avril 73	Mars 74	Avril 74
Lait entier, en vrac, prix au magasin (1 l)	99	99	99	93	93	93
Lait pasteurisé, emballage pour usage unique, prix au magasin (1 l)	114	115	115	115	115	115
Beurre de table spécial, en plaque de 100 g	125	126	125	127	126	126
Beurre de table spécial, en plaque de 200 g	247	247	246	250	249	249
Beurre de cuisine frais, à prix réduit (1 kg)	766	764	764	766	768	768
Fromage d'Emmental ou de Gruyère, (entièrement gras) (1kg)	1 197	1 236	1 249	1 147	1 190	1 194
Tilsit (1 kg)	1 031	1 046	1 049	1 003	1 008	1 013
Crème entière, grasse 35 %, en vrac (1 l)	882	855	855	855	857	857
Crème entière, grasse 35 %, emballage pour usage unique (1/4 l)	245	249	249	241	240	240
Crème pour café, grasse 15 %, emballage pour usage unique (1/4 l)	149	162	162	147	146	146
Oeufs frais du pays (53-60 g) (1 pièce)	35	39	39	32	36	37
Oeufs importés (53-60 g) (1 pièce)	23	33	31	21	28	28
Viande de boeuf et de génisse, sans os						
Entrecôte (1 kg)	2 887	3 043	3 052	3 246	3 405	3 413
Tranches dans la cuisson (1 kg)	2 315	2 409	2 430	2 528	2 643	2 654
Rôti (cuisse, épaule, côte couverte) (1 kg)	1 800	1 891	1 900	1 977	2 078	2 091
Bouilli (côte plate, épais du prin, jarret)(1kg)	1 104	1 187	1 184	1 358	1 456	1 464
Ragoût (1 kg)	1 249	1 316	1 331	1 505	1 578	1 595
Viande hachée (1 kg)	935	985	990	1 178	1 233	1 235
Viande de veau, sans os						
Tranches (cuisseau, filet, filet mignon) (1 kg)	3 357	3 467	3 462	3 378	3 551	3 532
Rôti (cuisseau, épaule) (1 kg)	1 926	1 964	1 967	2 328	2 431	2 425
Ragoût (1 kg)	1 536	1 643	1 633	1 778	1 855	1 855
Viande de porc, sans os						
Tranches (jambon, cou, file:) (1 kg)	1 735	1 800	1 804	1 950	2 122	2 116
Rôti (jambon, cou, épaule) (1 kg)	1 552	1 645	1 647	1 655	1 779	1 780
Côtelettes avec os (1 kg)	1 621	1 711	1 724	1 679	1 809	1 814
Ragoût (1 kg)	1 281	1 347	1 361	1 367	1 457	1 462
Jambon, cuit sans couenne (1 kg)	1 859	1 977	1 982	1 723	1 807	1 802
Lard maigre fumé (1 kg)	912	934	934	874	913	918
Viande d'agneau, côtelettes (1 kg)	1 917	1 950	1 925	1 897	1 975	2 000
Saucisses						
Cervelas (1 pièce)	66	69	69	64	69	69
Gendarmes (1 paire)	118	124	124	122	130	131
Saucisse de veau à rôtir (1 pièce)	109	110	110	112	120	120
Saucisses de Vienne (1 paire)	106	113	114	106	115	116
Poulets, prêts à la cuisson, congelés (1 kg)	515	734	734	527	630	633

**MOYENNE DES PRIX DE VENTE LES PLUS FRÉQUENTS RELEVÉS DANS LES MAGASINS INDÉPENDANTS
DE 36 COMMUNES SUISSES DONT GENEVE, POUR CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES**

(suite)

ARTICLE	GENEVE			SUISSE		
	Avril 73	Mars 74	Avril 74	Avril 73	Mars 74	Avril 74
Margarine comestible, sans beurre (250 g)	146	152	156	143	152	156
Graisse de noix de coco, sans beurre (500 g)	274	304	310	275	292	292
Graisse comestible, purement végétale, en plaque (500 g)	346	370	370	318	333	339
Graisse comestible, avec 10 % de beurre, en plaque (500 g)	277	340	340	298	318	326
Huile d'arachide, en bouteille de 1 litre	431	464	476	414	448	458
Huile de tournesol, en bouteille de 1 litre	387	421	436	400	446	453
Huile de colza, en bouteille de 1 litre	—	—	—	302	303	308
Pain bis, long (pas de pain à façon) (500 g)	80	103	103	84	98	98
Pain bis, long (pas de pain à façon) (1 kg)	140	160	160	144	166	166
Pain mi-blanc, long (pas de pain à façon) (500 g)	83	100	100	88	101	101
Pain mi-blanc, long (pas de pain à façon) (1 kg)	150	170	170	149	171	171
Petit pain (1 pièce)	28	30	30	27	30	30
Croissant (1 pièce)	28	30	30	28	32	32
Farine blanche, emballée (1 kg)	104	115	116	102	115	115
Semoule de maïs pour polenta, 1ère qualité, emballée (1 kg)	110	138	140	117	142	144
Riz, qualité moyenne, glacé, emballé (1 kg)	210	437	440	160	370	382
Riz, qualité supérieure, emballé (1 kg)	268	544	551	197	450	456
Pâtes alimentaires						
Cornettes, supérieure, emballées (500 g)	150	200	196	132	182	190
Spaghetti, type Napoli, emballés (500 g)	128	185	185	136	191	193
Nouilles (aux oeufs), emballées (500 g)	193	239	253	179	235	239
Pommes de terre indig., lavées, sachet de 2-5 kg (1 kg)	80	79	81	84	82	83
Sucre en morceaux, en paquet (1 kg)	171	210	226	174	216	226
Sucre cristallisé, emballé (1 kg)	150	181	191	152	193	201
Miel d'abeilles, indigène, en verre ou boîte (500 g)	580	625	634	593	708	703
Miel d'abeilles, étranger, en verre ou boîte (500 g)	313	459	474	310	397	404
Chocolat au lait, en plaque (100 g)	122	125	130	120	124	125
Chocolat fourré, en plaque (100 g)	130	133	139	135	138	141
Café en grains, torréfié, en paquet						
Qualité la meilleur marché (Robusta) (250 g)	254	269	267	250	253	258
Qualité supérieure (Brasil-Santos) (250 g)	315	342	345	305	325	328
Qualité la meilleure (Amérique centrale) (250 g)	368	389	391	366	382	385
Thé, Ceylan-Pekoe, en paquet (100 g)	177	196	196	210	213	214

INDICE DES PRIX DE GROS
(1963 = 100)

Moyennes ou chiffres mensuels

	INDICE GÉNÉRAL	CATÉGORIES DE PRODUITS									
		Produits agricoles	Produits énergétiques et connexes	Produits alimentaires transf. boissons et tabacs	Textiles	Bois et liège	Papier et ouvrages en papier	Peaux, cuirs caoutchouc et ouvrages en matière plastique	Produits chimiques et connexes	Matériaux de construction, céramique et verre	Métaux et ouvrages en métal
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1965	102,3	102,9	100,2	101,9	98,0	102,4	100,8	100,4	99,2	102,7	107,4
1966	104,0	104,0	103,6	107,2	95,9	102,3	101,6	104,3	99,2	106,1	111,1
1967	104,1	105,7	109,4	109,6	92,2	101,6	101,1	99,3	101,0	107,8	108,0
1968	104,1	106,0	111,9	107,7	92,9	98,3	99,6	98,8	101,4	110,6	109,0
1969	107,2	108,3	113,8	110,9	93,8	102,7	99,0	100,2	97,7	111,9	123,3
1970	111,6	110,5	121,9	111,6	96,9	110,6	106,5	100,8	97,7	118,2	136,1
1971	114,1	114,0	129,1	113,7	97,0	117,2	113,2	102,2	100,1	130,3	131,3
1972	118,2	119,5	131,7	119,8	101,1	122,8	113,5	113,3	100,3	139,9	133,2
1973	130,8	130,6	146,1	130,7	126,5	128,6	117,6	119,3	105,9	149,7	153,5
1973											
Janv.	123,8	125,9	136,5	126,3	113,9	122,6	114,3	123,2	100,4	142,0	140,5
Fév.	125,0	126,7	137,9	126,8	115,3	124,9	114,7	123,0	100,4	148,9	142,6
Mars	127,5	126,9	136,6	129,1	124,0	127,1	117,5	120,5	103,7	150,1	146,0
Avril	128,1	128,4	137,9	129,6	123,3	127,5	117,8	119,6	103,7	150,4	147,9
Mai	129,0	130,6	140,6	129,8	124,1	127,6	118,1	118,1	103,7	150,5	149,8
Juin	129,7	130,6	142,2	129,7	125,6	128,9	118,1	117,2	103,7	150,5	151,9
Juil.	130,5	131,4	143,5	130,8	126,0	129,4	118,6	118,0	103,7	150,5	154,3
Août	131,0	130,8	143,4	131,3	128,2	129,4	118,6	118,5	103,7	150,5	155,8
Sept.	132,5	130,1	145,8	131,6	128,9	130,1	118,6	118,2	111,8	150,5	156,4
Oct.	135,5	133,4	153,7	133,0	136,2	131,5	118,2	117,6	111,8	150,5	161,0
Nov.	137,7	134,2	162,8	134,2	135,4	131,5	118,3	117,8	111,8	150,6	168,8
Déc.	139,7	138,1	171,7	136,6	137,4	132,5	118,3	119,6	111,8	151,4	167,4
1974											
Janv.	143,0	140,0	178,1	139,7	142,6	133,9	121,6	126,2	111,8	153,3	172,5
Fév.	144,3	139,7	169,2	142,9	140,9	139,4	122,6	126,4	111,8	161,3	180,1
Mars	151,0	140,3	174,6	144,1	140,4	144,4	135,8	127,8	140,5	168,1	185,6
Avril	152,0	139,9	173,2	144,4	140,5	144,1	138,5	131,3	140,5	168,9	191,0
Mai											
Juin											
Juil.											
Août											
Sept.											
Oct.											
Nov.											
Déc.											
1975											
Janv.											
Fév.											
Mars											

N.B. Pour calculer l'indice général sur l'ancienne base août = 100, il faut multiplier l'indice sur la base 1963 = 100 par 259,5, valeur de l'ancien indice en 1963, puis diviser par 100.

STATISTIQUES FINANCIERES

Moyennes ou chiffres mensuels

	BANQUE NATIONALE			AVS		62 BANQUES (1)		CHEQUES POSTAUX		TRAFIC TOTAL DES CHAMBRES DE COMPEN-SATION		
	Réserves monétaires totales	Billets en circulation et engagements à vue		Placements	Disponibilités	Placements hypothécaires	Dépôts en caisse d'épargne	Avoirs	Mouvements			
		Total	Couverture or									
	Millions F			Fin de période							Millions F	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
1965	12 711	11 819	100	6 901	114	23 638	15 009	3 282	27 639	864		
1966	12 655	12 130	96	7 186	78	25 272	16 169	3 566	29 668	1 020		
1967	13 434	12 945	93	7 367	98	28 795 ⁽¹⁾	18 743 ⁽¹⁾	3 823	31 352	1 131		
1968	13 501	14 491	80	7 551	100	31 055	20 655	4 040	34 096	1 556		
1969	13 674	15 406	74	7 609	68	33 901	22 599	4 305	37 418	1 806		
1970	15 628	16 817	70	7 842	30	36 436	25 331	4 594	42 023	1 635		
1971	18 870	21 500	57	8 191	42	38 977	29 634	5 098	47 189	1 296		
1972	22 020	24 479	48	8 688	67	42 720	35 726	5 993	53 627	1 226		
1973	23 131	23 933	50	8 746	50	46 886	40 734	6 769	60 776	999		
1973												
J. Janv.	22 305	23 760	50	8 695	47	45 361	39 341	6 887	70 505	1 229		
Fév.	23 270	23 011	52	8 516	62	45 658	39 705	6 203	54 367	968		
Mars	23 965	24 722	48	8 797	26	45 978	39 979	6 368	57 774	1 028		
Avril	22 396	22 658	52	8 680	58	46 227	40 181	6 474	53 464	1 001		
Mai	23 164	23 506	51	8 561	38	46 512	40 427	6 439	57 182	1 169		
Juin	25 265	26 182	45	8 878	53	46 642	40 598	6 938	60 254	1 126		
Juil.	22 587	23 072	52	8 737	71	46 796	40 799	6 751	68 590	1 267		
Août	22 477	22 831	52	8 653	32	47 199	41 024	6 434	56 984	1 095		
Sept.	24 807	25 825	46	8 913	77	47 506	41 149	6 477	52 021	914		
Oct.	21 729	22 307	53	8 815	59	47 858	41 286	6 752	67 303	762		
Nov.	21 193	21 995	54	8 689	36	48 260	41 530	6 939	62 230	832		
Déc.	24 413	27 332	44	9 021	45	48 635	42 789	8 565	68 643	595		
1974												
Janv.	19 390	22 277	53	9 004	88	48 917	43 307	7 341	81 504	494		
Fév.	19 363	22 377	53	9 114	32	49 252	43 258	6 755	61 291	380		
Mars	21 966	25 634	46	9 466	70			6 996	63 486	346		
Avril												
Mai												
Juin												
Juil.												
Août												
Sept.												
Oct.												
Nov.												
Déc.												
1975												
Janv.												
Fév.												
Mars												

(1) Jusqu'à février 1967, 62 banques; de mars à novembre 1967, 76; de décembre 1967 à mai 1968, 75; depuis juin 1968, 72 banques.

STATISTIQUES FINANCIERES

(suite)

Moyennes ou chiffres mensuels

	TAUX D'INTERET (1)			INDICE DES ACTIONS (1)				PRIX DE L'OR	
	Bons de caisse (2)	Dépôts d'épargne(3)	Obligations (4)	Indice total	Actions industrielles	dont chimiques	dont alimentation	Pièces de 20 F	Lingots 1 Kg.
	%			1966 = 100				Francs	
	11	12	13	14	15	16	17	18	19
1963	3,49	2,77	3,24	162,8	160,3	156,9	148,9	38,82	4 876
1964	4,08	2,95	3,97	139,5	138,8	131,2	140,2	39,66	4 890
1965	4,36	3,18	3,95	117,0	116,7	109,8	121,7	42,16	4 890
1966	4,48	3,30	4,16	100,0	100,0	100,0	100,0	44,86	4 893
1967	4,86	3,57	4,60	105,0	104,0	106,0	99,4	45,79	4 898
1968	4,85	3,60	4,37	144,5	146,7	164,0	131,6	50,50	5 431
1969	4,94	3,69	4,90	168,0	174,9	221,1	146,6	57,44	5 659
1970	5,42	3,94	5,82	148,8	152,8	186,7	132,5	46,69	4 984
1971	5,53	4,23	5,27	155,8	154,3	193,8	140,7	47,73	5 396
1972	4,80	4,15	4,96	183,2	171,2	209,8	171,7	57,44	7 217
1973	5,15	4,15	5,59	177,4	157,9	171,9	181,9	99,29	9 977
1973									
Janv.	4,98	4,15	5,36	194,7	181,2	211,8	198,1	74,00	7 660
Fév.	4,98	4,15	5,32	188,8	171,4	198,3	191,8	90,00	8 625
Mars	4,98	4,15	5,29	183,5	162,4	181,4	186,4	87,50	9 340
Avril	4,98	4,15	5,42	175,9	154,2	168,7	179,3	88,00	9 425
Mai	4,98	4,15	5,37	184,9	167,6	186,2	195,3	104,00	11 045
Juin	5,11	4,15	5,36	182,1	162,6	173,7	194,2	109,00	11 655
Juil.	5,13	4,15	5,36	170,1	149,3	160,4	171,7	105,00	10 595
Août	5,13	4,15	5,65	168,4	148,4	156,2	175,1	104,00	10 100
Sept.	5,38	4,15	5,79	175,9	156,2	164,8	180,0	103,50	9 715
Oct.	5,38	4,15	5,77	180,4	158,9	170,7	179,7	100,50	9 650
Nov.	5,38	4,15	6,13	163,4	142,4	147,6	166,1	104,00	10 285
Déc.	5,38	4,15	6,31	160,1	139,8	142,4	164,9	122,00	11 630
1974									
Janv.	5,38	4,15	6,38	163,5	144,4	147,3	169,4	150,00	13 955
Fév.	5,75	4,15	6,59	160,2	138,3	137,7	160,0	200,00	17 255
Mars	5,75	4,15	7,09	154,3	135,6	132,0	160,7	193,00	16 585
Avril	5,75	4,15	5,76	150,4	132,5	127,4	157,9	200,00	15 725
Mai									
Juin									
Juil.									
Août									
Sept.									
Oct.									
Nov.									
Déc.									

(1) Chiffres mensuels: situation au dernier vendredi du mois; les chiffres annuels correspondent à la moyenne des chiffres mensuels.

(2) 5 grandes banques.

(3) 12 grandes banques cantonales.

(4) Rendement des obligations de la Confédération, calculé sur la base de l'échéance.

EXPORTATIONS PAR ZONE DE DESTINATION

Moyennes ou totaux mensuels

Unité: Millions F

	TOTAL	EUROPE			AMÉRIQUE		ASIE		AFRIQUE	AUSTRALIE ET OCÉANIE
		Total	C.E.E. (1) (2)	A.E.L.E. (1)	Total	dont U.S.A et CANADA	Total	dont Japon		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1964	955,1	642,3	386,5	186,3	161,8	99,9	100,1	24,2	34,9	16,0
1965	1 071,8	722,4	426,8	212,6	182,3	119,5	109,9	20,2	38,7	18,5
1966	1 183,6	780,1	450,0	232,2	220,1	145,6	122,0	24,2	42,6	18,8
1967	1 263,7	844,2	461,3	273,2	225,5	150,0	133,7	30,9	40,0	20,3
1968	1 445,8	951,9	528,0	303,1	262,9	169,7	159,0	38,4	51,2	20,8
1969	1 667,4	1 118,4	623,9	344,3	284,3	182,3	182,0	49,0	59,4	23,3
1970	1 845,0	1 246,6	689,1	391,5	300,2	188,9	201,0	58,2	71,8	25,4
1971	1 968,1	1 347,8	740,7	435,8	309,1	192,5	205,8	56,1	77,7	27,7
1972	2 182,3	1 499,7	802,5	488,8	344,4	218,2	233,7	67,6	77,0	27,5
1973	2 498,0	1 712,2	1 139,6	313,4	361,4	232,5	300,3	96,5	91,3	32,8
1974										
Janv.	2 102,2	1 484,3	1 015,2	258,0	310,2	180,9	219,8	55,4	64,8	23,1
Fév.	2 296,6	1 583,7	1 060,3	295,7	370,8	245,1	251,1	82,7	67,5	23,5
Mars	2 523,4	1 713,5	1 112,8	342,3	368,8	229,9	302,3	87,5	108,6	30,2
Avril	2 274,0	1 568,5	1 076,8	269,3	337,8	226,9	252,8	72,4	89,9	25,0
Mai	2 630,8	1 849,8	1 252,0	339,7	349,9	231,3	308,2	98,8	90,6	32,3
Juin	2 435,3	1 684,4	1 123,3	304,1	339,8	216,7	291,9	93,1	86,7	32,5
Juil.	2 541,3	1 765,0	1 181,6	314,0	363,8	231,0	279,6	84,2	95,2	37,7
Août	2 122,3	1 403,1	898,3	271,0	319,6	200,2	288,8	96,2	81,6	29,2
Sept.	2 526,6	1 719,8	1 171,0	305,8	381,6	247,4	302,0	100,6	84,6	38,6
Oct.	2 852,0	1 989,2	1 335,8	375,7	393,9	264,3	328,7	131,2	96,2	44,0
Nov.	2 989,8	2 017,3	1 350,9	373,3	421,5	277,7	396,4	135,1	118,1	36,5
Déc.	2 682,0	1 767,2	1 097,3	312,1	379,7	239,1	382,5	121,3	111,3	41,3
1974										
Janv.	2 560,4	1 814,4	1 213,9	333,4	319,8	197,7	292,6	99,9	103,8	29,8
Fév.	2 873,6	2 023,7	1 356,3	368,8	351,1	209,1	360,5	108,1	95,0	43,3
Mars	3 066,3	2 118,7	1 390,9	387,7	392,6	247,8	404,1	113,1	109,8	41,1
Avril	2 970,0	2 082,9	1 396,3	376,3		212,5		94,5		
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										

(1) A partir de janvier 1973, le Danemark et la Grande-Bretagne passent de l'A.E.L.E. à la C.E.E.

(2) Y compris l'Irlande dès le 1. 1. 1973.

INDICE SUISSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
 1963 = 100

Moyennes ou chiffres trimestriels

	INDICE GÉNÉRAL	DONT							
		ALIMENTATION	TEXTILES	HABILLEMENT	ARTS GRAPHIQUES	INDUSTRIE CHIMIQUE	INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE	MACHINES APPAREILS	HORLOGERIE BIJOUTERIE
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1964	104	105	103	106	107	109	103	101	105
1965	108	108	103	106	112	108	100	106	115
1966	112	111	98	111	125	119	102	107	131
1967	116	115	96	111	128	120	106	112	138
1968	121	120	101	113	140	132	107	120	141
1969	132	127	105	118	152	162	117	132	149
1970	143	135	103	118	165	171	127	152	152
1971	146	141	104	119	165	179	131	156	148
1972	149	146	113	119	162	190	132	155	164
1973	157	153	115	115	161	212	139	161	174
1969									
1er trim.	121	115	109	122	138	161	99	121	124
2e trim.	132	130	109	118	152	156	119	131	142
3e trim.	133	135	95	108	142	160	119	138	139
4e trim.	141	127	109	122	176	171	130	139	189
1970									
1er trim.	134	123	106	122	151	167	127	144	127
2e trim.	147	143	105	124	168	173	134	153	152
3e trim.	141	141	93	104	150	169	121	149	142
4e trim.	151	132	109	123	190	175	126	160	187
1971									
1er trim.	139	131	104	122	154	173	130	151	135
2e trim.	148	144	106	123	171	179	135	157	141
3e trim.	142	148	93	107	153	176	127	154	129
4e trim.	153	139	112	125	183	189	133	160	187
1972									
1er trim.	144	139	115	129	154	194	129	154	143
2e trim.	149	150	116	124	161	185	135	154	154
3e trim.	145	148	98	101	152	183	128	152	155
4e trim.	158	145	122	121	181	199	135	161	202
1973									
1er trim.	151	143	120	125	154	207	138	155	157
2e trim.	156	159	120	119	161	208	140	158	167
3e trim.	153	154	100	100	149	206	135	160	158
4e trim.	166	154	119	115	181	225	143	171	213

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ⁽¹⁾

1963 = 100

Moyennes ou chiffres mensuels

	OCDE	CEE	Allemagne	Belgique	France	Italie	Pays-Bas	Royaume-Uni	Suisse	États-Unis
	Europe (2)	(2)	R.F. (3)							
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1938	32	35	37	46	38	26	35	50	*	26
1948	31	29	19	55	41	26	40	61	*	58
1965	112	111	114	109	109	106	116	111	109	115
1966	117	117	116	111	117	118	123	113	114	126
1967	119	119	114	113	120	128	129	113	116	127
1968	127	128	127	119	126	136	143	120	121	122
1969	140	143	144	131	142	140	161	123	132	145
1970	148	152	153	135	150	150	175	125	143	139
1971	152	156	156	140	158	147	187	126	146	140
1972	159	164	162	147	170	156	202	130	149	150
1973	173	176	174	155	185		220	138	157	164
1974										
Janv.	167	171	158	150	189	150	220	136		154
Fév.	170	175	174	158	192	159	229	143	152	158
Mars	170	173	173	162	195	161	220	151		159
Avril	170	175	185	162	189	173	224	138		161
Mai	172	175	176	159	192	177	209	141	156	161
Juin	173	176	181	159	192	182	206	140		165
Juil.	172	175	155	115	168	177	174	125		158
Août	173	178	153	150	120	114	195	123	153	165
Sept.	175	178	181	163	185	183	211	143		171
Oct.	176	179	179	162	198	188	234	146		171
Nov.	176	179	191	173	203	187	243	150	166	166
Déc.	176	179	184	163	197		243	134		160
1974										
Janv.	173	175	162		200		232	123		159
Fév.										163
Mars										
Avril										
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										
1974										
Janv.										
Fév.										
Mars										

(1) Non compris la construction.

(2) Chiffres corrigés des variations saisonnières; les chiffres annuels ne coïncident pas avec la moyenne des chiffres mensuels.

(3) Par suite de différences dans les champs couverts, les chiffres annuels ne coïncident pas avec la moyenne des chiffres mensuels.

NOMBRE DE CHOMEURS

Moyennes ou chiffres mensuels

Unité : Millions

	Allema- gne RF	Autriche	Belgique	France	Italie	Pays-Bas	Royaume- Uni	Suede	Canada	Etats-Unis
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1964	166	67	50	98	550	28	414	21,2	325	3 880
1965	147	67	55	132	721	33	360	20,0	280	3 370
1966	161	63	62	148	770	36	391	22,2	267	2 880
1967	460	66	85	196	689	75	599	28,8	315	2 980
1968	324	72	103	254	694	68	601	33,4	382	2 820
1969	179	68	85	223	663	49	566	29,9	382	2 830
1970	148	60	71	262	616	47	602	29,5	495	4 090
1971	189	53	71	337	613	62	776	45,4	552	4 993
1972	247	50	87	380	701	108	855	48,2	562	4 840
1973	282	41	92	394		110	611	46,0	520	4 304
1972										
Janv.	376	81	90	417	739	128	963	64,8	665	5 447
Fév.	369	74	89	410	*	130	959	59,3	627	5 412
Mars	268	53	87	389	*	112	959	58,8	642	5 215
Avril	231	47	84	375	623	100	939	54,4	592	4 697
Mai	208	42	82	352 (1)	*	91	861	43,6	552	4 344
Juin	190	38	78	327	*	91	795	37,5	568	5 426
Juil.	197	35	83	324	727	99	795	36,6	543	5 173
Août	198	34	81	339	*	98	811	40,7	503	4 857
Sept.	195	36	84	386	*	100	818	40,5	459	4 658
Oct.	215	46	90	414	714	105	801	42,8	483	4 470
Nov.	235	55	94	417	*	115	793	48,1	524	4 266
Déc.	279	58	100	413	*	127	769	52,0	584	4 116
1973										
Janv.	356	62	100	418	747	136	797	60,5	688	4 675
Fév.	347	59	98	400	*	135	746	60,2	655	4 845
Mars	287	46	93	378	*	121	712	56,8	608	4 512
Avril	241	37	90	365	735	107	676	51,4	570	4 174
Mai	211	32	86	343	*	95	618	43,6	493	3 799
Juin	201	27	82	329	*	93	571	39,3	503	4 847
Juil.	217	27	87	346	606	98	558	36,7	461	4 550
Août	222	27	85	364	*	96	559	38,6	433	4 208
Sept.	219	29	88	419	*	96	542	37,8	421	4 165
Oct.	267	40	93	452	586	101	528	38,1	429	3 763
Nov.	332	49	95	455	*	110	518	42,0	468	4 056
Déc.	486	61	102	461	*	131	509	46,9	512	4 058
1974										
Janv.	621	71	104	478	*	150	623	52,9	637	5 008
Fév.	620	64		466	*	145	625	50,5	635	5 140

(1) A partir de juin 1972, non compris les chômeurs âgés de plus de 59 ans et bénéficiant d'une garantie de ressources «spécial-chômage».

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION
1963 = 100

Moyennes ou chiffres mensuels

	Allema- gne RF	Autriche	Belgique	France	Italie	Norvège	Pays-Bas	Suisse	Royaume- Uni	Etats-Unis
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1938	49	12	22	3	2	35	28	50	17	46
1948	82	38	82	46	65	57	63	81	58	78
1965	106	109	108	106	110	110	109	106	108	103
1966	109	112	112	109	113	114	116	112	113	106
1967	111	116	116	112	117	119	121	116	115	109
1968	113	119	119	117	119	123	125	119	121	114
1969	116	123	124	124	122	127	135	122	127	120
1970	121	128	129	131	128	140	141	126	135	127
1971	127	134	134	138	134	149	152	135	148	132
1972	134	143	142	147	142	160	164	144	159	137
1973										
1973										
Janv.	139	149	147	152	148	165	170	150	165	139
Fév.	140	150	148	152	150	167	171	151	166	140
Mars	141	150	149	152	152	168	172	152	167	142
Avril	142	151	150	154	154	169	175	152	170	143
Mai	143	151	150	155	156	169	176	153	171	144
Juin	144	152	151	156	157	171	177	155	172	145
Juil.	145	152	152	157	158	172	176	155	173	145
Août	145	154	153	159	159	172	177	155	173	148
Sept.	146	154	153	160	160	174	179	157	175	148
Oct.	147	156	154	162	161	175	181	160	178	149
Nov.	148	159	155	163	163	176	182	163	180	150
Déc.	149	159	157	164	166	176	183	166	181	151
1974										
Janv.	150	161	159	167	168	179	183	167	185	153
Fév.	151	163	161	169		181	185	166	188	155
Mars										
Avril										
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										
1975										
Janv.										
Fév.										
Mars										

INDICE DES PRIX DE GROS
1963 = 100

Moyennes ou chiffres mensuels

	Allema- gne RF	Autriche	Belgique	France	Italie	Pays-Bas	Royaume- Uni	Suede	Suisse	Etats-Unis
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1938	45	10	24	3	2	.	.	31	43,2	42
1948	83	35	94	52	95	82	71	61	92,9	90
1965	103,3	109	105,3	106,9	106,0	107	105,9	109	102,7	103,7
1966	105,5	110	104,7	109,1	107,8	110	109,6	107	103,7	105,9
1967	106,1	113	99,8	107,1	107,4	108	107,5	110	104,1	104,8
1968	100,1	114	99,4	109,4	107,2	109	120,2 ⁽¹⁾	109	104,1	106,5
1969	101,3	117	102,2	120,8	111,4	109	125,0	116	107,2	113,5
1970	106,1	122	109,1	132,8	118,5	117	128,3	124	111,6	117,7
1971	111,2	128	110,9	130,1	122,0	124	135,6	125	114,1	120,6
1972	115,6	133	114,7	133,1	128,6	125	142,7	128	118,2	133,6
1973										
1974										
1973										
Janv.	119,0	129	125,6	146,7	136,5	131	159,9	135	123,8	145,8
Fév.	120,2	129	127,5	152,0	138,9	132	163,1	140	125,0	149,2
Mars	120,5	131	128,7	152,7	141,4	132	172,7	143	127,4	149,5
Avril	121,1	132	128,8	155,4	142,8	135	161,7	144	128,1	154,0
Mai	121,6	133	131,6	153,0	145,5	135	161,0	145	129,0	156,9
Juin	122,4	135	133,1	157,9	148,1	136	166,0	148	129,7	160,2
Juil.	123,4	135	137,1	163,3	150,5	136	161,9	150	130,5	161,0
Août	123,8	135	138,0	170,6	152,4	138	162,9	153	131,0	174,7
Sept.	124,7	137	139,2	172,4	153,2	138	165,5	153	132,5	164,3
Oct.	125,5	138	139,1	179,1	154,4	139	168,1	156	135,5	160,9
Nov.	126,7	143	142,9	191,9	158,7	140	170,4	159	137,7	159,6
Déc.	127,1	145	149,0	194,7		144	171,4	162	139,7	161,5
1974										
Janv.	129,8	148	162,4	214,3			176,7	172	143,0	170,3
Fév.	131,9	148		219,3			182,1	181		173,1
Mars										
Avril										
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										
1975										
Janv.										
Fév.										
Mars										

(1) Nouvel indice.

INDICES DU COURS DES ACTIONS INDUSTRIELLES

1963 = 100

Moyennes ou chiffres mensuels

	Allema- gne RF	Autriche	Belgique	France	Italie	Pays-Bas	Royaume- Uni	Suède	Suisse	États-Unis
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1938	.	4	28	1	1	17	27	24	.	15
1948	.	13	42	16	17	33	40	31	35	21
1958	47	41	83	58	52	43	55	63	60	67
1964	110	95	105	88	77	100	107	116	86	117
1965	103	91	96	82	76	98	100	133	73	127
1966	90	87	80	76	90	83	101	118	62	124
1967	92	81	80	70	83	93	108	110	62	135
1968	121	80	86	74	81	108	153	125	89	147
1969	137	83	93	88	91	120	151	154	108	146
1970	125	92	88	97	89	122	134	121	96	124
1971	123	92	98	93	69	116	158	128	97	148
1972	144	95	110	104	66	139	201	149	114	166
1973	142	120	131	126	85	153	174	157		164
1974										
1973										
Janv.	155	110	127	121	68	166	197	155	122	181
Fév.	154	115	134	120	70	165	182	156	118	174
Mars	161	118	127	129	77	167	178	155	115	172
Avril	162	123	135	133	80	170	182	159	110	169
Mai	150	123	135	137	90	156	180	163	115	163
Juin	146	122	142	132	103	157	185	163	103	160
Juil.	136	125	134	127	97	156	174	162	97	162
Août	134	123	130	125	87	151	169	156	93	159
Sept.	130	122	126	125	88	144	167	154	94	162
Oct.	131	119	132	127	90	146	172	159	99	168
Nov.	126	119	125	116	89	135	164	149	94	156
Déc.	118	116	120	116	80	119	137	150	84	145
1974										
Janv.	122	118	125			127	136	161	88	146
Fév.		121	121			125	134	171	90	142
Mars										
Avril										
Mai										
Juin										
Juil.										
Août										
Sept.										
Oct.										
Nov.										
Déc.										

EXPORTATIONS TOTALES

Moyennes ou totaux mensuels

Unité: Millions \$ EU

	CEE (1)	AELE (1)	ALLEMA- GNE RF	BELGIQUE LUXEM- BOURG	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	ROYAU- ME-UNI	SUISSE	ÉTATS- UNIS
	(2)	(1)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1938	403	341	176 ⁽³⁾	61	73	46	48	217	25	255
1948	540	824	58	141	167	90	84	533	67	1 044
1964	3 550	2 036	1 351	468	750	497	484	1 065	221	2 174
1965	3 992	2 212	1 491	532	838	599	533	1 143	248	2 250
1966	4 388	2 501	1 678	569	909	669	563	1 222	274	2 527
1967	4 679	2 552	1 811	586	949	725	607	1 198	292	2 627
1968	5 353	2 765	2 070	680	1 059	849	695	1 279	335	2 868
1969	6 320	3 185	2 421	839	1 252	977	830	1 460	387	3 166
1970	7 391	3 594	2 850	966	1 495	1 099	981	1 613	428	3 602
1971	8 402	4 022	3 253	1 025	1 710	1 260	1 168	1 863	480	3 678
1972	10 240	4 630	3 851	1 333	2 145	1 544	1 366	2 029	572	4 140
1973			5 620		2 996			2 538	794	5 943
1972										
Janv.	8 758	4 071	3 222	1 147	1 818	1 291	1 275	1 935	471	3 873
Fév.	9 449	4 363	3 688	1 124	1 986	1 426	1 220	2 023	520	3 818
Mars	10 652	4 650	4 008	1 326	2 250	1 615	1 453	2 047	596	4 349
Avril	9 788	4 402	3 627	1 180	2 203	1 486	1 293	1 980	525	3 937
Mai	10 380	4 827	3 872	1 342	2 167	1 582	1 417	2 296	548	4 196
Juin	10 630	5 024	3 856	1 401	2 344	1 594	1 434	2 312	604	4 051
Juil.	9 548	4 300	3 610	1 135	2 058	1 625	1 119	1 909	568	3 726
Août	8 846	3 539	3 528	1 059	1 584	1 314	1 362	1 207	479	3 991
Sept.	10 106	4 605	3 755	1 352	2 085	1 500	1 414	1 903	594	4 008
Oct.	11 593	5 381	4 473	1 523	2 464	1 645	1 488	2 385	639	4 510
Nov.	10 951	5 367	4 146	1 391	2 358	1 548	1 508	2 353	659	4 613
Déc.	11 744	5 134	4 415	1 587	2 433	1 910	1 400	2 010	664	4 633
1973										
Janv.	13 680	2 310	4 127	1 356	2 317	1 344	1 773	2 277	563	4 789
Fév.	14 586	2 521	4 532	1 490	2 502	1 526	1 837	2 101	672	4 901
Mars	16 306	3 025	5 189	1 893	2 948	1 309	1 932	2 377	787	5 976
Avril	15 739	2 614	4 994	1 729	2 822	1 468	1 721	2 440	702	5 596
Mai	17 982	3 274	5 678	1 870	3 078	1 907	2 114	2 633	829	6 064
Juin	17 760	3 147	5 282	1 811	3 278	1 991	2 002	2 713	798	5 897
Juil.	19 178	3 198	6 212	1 969	3 399	2 295	1 915	2 699	903	5 388
Août	16 630	2 915	5 776	1 651	2 437	1 736	1 824	2 562	714	5 810
Sept.	18 451	3 222	6 155	2 047	2 967	2 033	2 090	2 325	839	6 016
Oct.		3 784	7 416	2 381	3 556	2 155		2 900	943	6 784
Nov.		3 820	6 435	1 981	3 411	2 010		2 957	946	7 216
Déc.			5 669		3 238			2 482	838	6 970
1974										
Janv.			6 234		3 275			2 406	760	6 874

(1) A partir de janvier 1973, le Danemark et la Grande-Bretagne passent de l'AELE à la CEE.

(2) Y compris l'Irlande dès le 1.1.1973.

(3) Frontières de 1937; commerce avec l'Autriche exclu.

SOURCES

Les statistiques non établies par le Service cantonal de statistique sont recueillies auprès des organismes et services administratifs suivants:

Statistiques genevoises

Aéroport de Cointrin
Bureau fédéral de statistique
Chemins de fer fédéraux
Compagnie genevoise des tramways électriques
Département de justice et police
Département de la prévoyance sociale et de la santé publique
Département des travaux publics
Entreprises des postes, télégraphes et téléphones
Services industriels
Société nationale des chemins de fer français

Statistiques de la Confédération

Banque nationale
Bureau fédéral de statistique
Chemins de fer fédéraux
Direction générale des douanes
Office fédéral de l'air
Office fédéral de l'économie énergétique
Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
STR – Contrôle fédéral des véhicules

Statistiques de l'étranger

International Monetary Fund (Washington)
Publications nationales
Publications de l'Organisation de coopération et de développement économique (Paris)

* * *